

PROPOSITION D'UNE APPROCHE NEO-BRAUDELIEENNE ET SYSTEMIQUE DE L'ECONOMIE POPULAIRE (INFORMELLE) EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE¹

Thierry AMOUGOU (*)

AVERTISSEMENT

Afin de comprendre les rapports entre acteurs et territoires sous l'angle des interactions dans le long terme, Braudel, dégage trois niveaux dont la reconstruction du temps d'évolution explique dans une certaine mesure l'articulation entre les sous-systèmes du processus de développement. Le 1^{er} et le 2^{ème} niveaux sont ceux de la construction de l'héritage culturel tandis que le 3^{ème} niveau correspond à celui de la construction de l'Etat comme lieu de l'accumulation capitaliste. Aussi, en ajoutant un 4^{ème} niveau correspondant à la mondialisation capitaliste actuelle, nous entendons par approche néo-braudelienne de l'économie populaire, une approche de l'économie populaire qui prend en compte non seulement l'histoire, le temps long et les trois niveaux de Braudel, mais aussi le quatrième niveau ajouté aux trois premiers et les interactions entre les institutions politiques, économique et sociales de l'économie populaire et les institutions politiques, économiques et sociales de l'économie formelle interne et externe. Cette nouvelle approche est donc une approche historique et systémique de l'économie populaire en Afrique subsaharienne. Nous la qualifions d'approche néo-braudelienne et systémique. L'aspect historique nous permet non seulement de reconstituer le flux temporels et événementiels nécessaires à la compréhension des trajectoires des interactions entre acteurs et territoires, mais aussi d'en saisir les processus (aspect analytique) par l'étude du changement de logiques d'une période à une autre et d'un événement historique à un autre. Alors que l'aspect systémique permet de saisir les interactions entre les institutions de

(*) Doctorant en développement à l'Institut d'Etudes du Développement (IED) de l'UCL.
E-mail : Amougou74@ hotmail.com. Je tiens à remercier tous mes collègues doctorants ainsi que les professeurs J.P. Peemans, F. Lapeyre, J.M. Wautelet, G. Masuy-Strobant et l'assistante K. Bähr dont les commentaires et remarques m'ont été d'une grande utilité pour ajuster la première version de ce texte présenté au séminaire doctoral de l'IED. Cependant, les avis et les prises de positions au sein de ce texte ainsi que les erreurs qu'il renferme sont exclusivement de ma responsabilité.

l'économie populaire et celles de l'économie formelle. Par ailleurs, nous considérons que la création et la structuration spatiale sont deux mécanismes tels que l'un entraîne immédiatement l'autre. Autrement dit, toute création spatiale entraîne simultanément une structuration spatiale et vice versa. C'est comme le dit J. Ph. Peemans, le point de vue des études du développement (champ transdisciplinaire appelé « development studies » dans le monde anglo-saxon). Il ne s'agit donc pas de la conception spatiale de l'architecture, de l'urbanisme ou de l'aménagement du territoire avec laquelle notre approche entretient cependant des liens dans le paradigme de la modernisation.

INTRODUCTION

Toute activité économique [qu'elle relève de l'économie populaire ou de l'économie formelle], participe du développement financier, de la structuration [création] spatiale et de la construction du lien social. En effet, chaque activité économique est capable de générer, non seulement des flux et des reflux de revenus, mais aussi le cas échéant, de dégager une épargne pouvant être réinvestie. De même, toute activité économique de quelque nature qu'elle soit, participe de la structuration et de la création des espaces au travers, non seulement des installations et aménagements divers qu'elle entraîne [sites de production, marchés, hangars d'exposition, entrepôts, étalages...], mais aussi au travers de la mobilité spatio-temporelle et physique des échanges de biens et services qu'elle induit. Par ailleurs, dans le développement financier et la structuration [création] spatiale qu'elle provoque, chaque activité économique crée aussi un lien social. Un lien social de type solidaire et empathique [le groupe au service du groupe ou le groupe au service d'un de ses membres] dans l'économie populaire et, l'autre, de type purement instrumental dans l'économie formelle [classique] où on entre en contact avec l'autre, que s'il a du capital humain à vendre, ou alors, que si on a de quoi acheter son capital humain. Il en résulte également deux types de réseaux et de capital social, dont l'un compatissant et généralement empreint de réciprocité solidaire et, l'autre, instrumental et généralement marqué d'une réciprocité opportuniste. Aussi, dans la mesure où ces deux types d'économies coexistent dans les mêmes cadres constitutionnels, comme c'est le cas dans plusieurs pays et villes en Afrique subsaharienne, l'analyse du développement financier, de la structuration spatiale et de la construction du lien social par l'un d'eux, ne peut être pertinente que si elle tient compte de leurs interactions et implications réciproques sur une même population et dans de mêmes espaces. Analyser l'un sans l'autre et de façon statique, entraînerait inévitablement des résultats, non seulement unijambistes, mais aussi limités dans l'espace et le temps. A

titre d'exemple, comment peut-on analyser les effets sur la structuration [création] spatiale, sur le développement financier et sur le lien social, du réseau informel des diplômés de l'enseignement supérieur vendeurs à la sauvette dans la ville de Yaoundé au Cameroun, sans tenir compte du système éducatif et du marché du travail formels avec lesquels ce réseau est en interaction en tant que symptômes de leurs carences ? Et comment comprendre ce système éducatif et ce marché du travail formels, sans tenir compte de l'histoire politique et économique du Cameroun en général et de la ville de Yaoundé en particulier ?

Nous proposons ici une approche néo-braudelienne et systémique de l'économie populaire dans les pays et villes africaines au sud du Sahara, et de son impact dans le développement financier, la structuration spatiale et la construction du lien social dans cette région. Pour ce faire, nous allons, dans un premier temps, montrer l'importance du temps long, de la périodisation, de l'histoire et des niveaux de Braudel dans la compréhension de l'Afrique urbaine au sud du Sahara, et dans l'approche de l'économie populaire et ses effets financiers, structurants et sociaux. Puis, dans un deuxième temps, ressortir l'importance primordiale du politique, de l'économique, de l'extérieur, de l'environnemental et du démographique [éléments structurants et éléments de pouvoir géopolitique], dans la construction du lien social, le développement financier et la structuration urbaine dans cette région. Par ailleurs, en prenant un exemple concret d'économie populaire dans la ville de Douala au Cameroun, nous montrerons dans cette même deuxième partie, les raisons empiriques d'une analyse néo-braudelienne et systémique de l'économie populaire et de ses effets en Afrique subsaharienne.

I. IMPORTANCE DE L'HISTOIRE, DU TEMPS LONG, DES NIVEAUX DE BRAUDEL ET DES CONFLITS D'ACTEURS

Cette première partie a pour but de souligner l'importance du temps [périodisation], de l'histoire et de l'approche systémique non seulement dans la compréhension de l'Afrique urbaine au sud du Sahara, mais aussi dans l'analyse des effets réseaux, structurants et financiers de l'économie populaire dans cette région.

A) L'importance de l'histoire

De la colonisation à l'époque contemporaine, le développement de l'Afrique subsaharienne fait toujours l'objet d'un "management international"². En effet, pendant la période coloniale ce management international de son développement était assuré non seulement par les grandes puissances coloniales [France, Angleterre, Allemagne, Portugal, Italie] et leurs associations et multinationales de même nature³, mais aussi par des conférences internationales où les acteurs dominants d'outre-mer décidaient de la gouvernance des colonies. Aujourd'hui, ce management international est assuré par les institutions économiques et politiques internationales [FMI, BM, OMC, ONU...] sans oublier les interférences chroniques des anciennes métropoles dans les nouveaux États indépendants. Aussi, si on se situe dans une perspective néo-braudelienne, on peut se demander à quelle niveau de son développement se trouve actuellement l'Afrique subsaharienne, dans la mesure où pendant la période coloniale qui aurait dû correspondre à sa phase de construction de la civilisation matérielle et spirituelle, elle se retrouvait déjà au quatrième niveau de Braudel [intégration politique et économique internationale], sans avoir achevé, ni la construction de ses bases matérielles et spirituelles, ni entamé le troisième niveau qui correspond à la construction des États-nations et de l'accumulation capitaliste. En effet, est-ce que des espaces tels que Tombouctou, Zanzibar, la Rhodésie, l'île de Gorée et des fleuves tels que le Nil, le Congo, et le Sénégal pour ne citer que quelques noms, n'étaient pas déjà des plaques tournantes et intégrées du commerce international pendant la période coloniale, alors que les États-nations n'existaient pas encore en Afrique subsaharienne ? Si la réponse est affirmative, comme je le présume, alors l'histoire coloniale de l'Afrique subsaharienne montre qu'elle était jadis fort connectée politiquement et économiquement avec l'extérieur, au travers respectivement des grandes conférences internationales sur le devenir des colonies et les diverses transactions commerciales [commerce triangulaire des esclaves et l'exploitation des matières premières et des cultures de rentes par les

² D'une part nous entendons par management international du développement de l'Afrique subsaharienne, la définition des priorités et des orientations idéologico-politiques et économiques de la gouvernance des colonies par les puissances coloniales pendant la période coloniale, et d'autre part, les prescriptions autoritaires de politiques de développement assurées aujourd'hui par les anciennes puissances coloniales et les institutions économiques et politiques internationales (FMI, BM, OMC, ONU...) dont l'application s'impose aux pays de l'Afrique subsaharienne.

³ Parmi les multinationales et associations coloniales on peut citer entre autres la National African Company anglaise, la Compagnies française d'Afrique équatoriale, l'Association internationales du Congo appartenant à la Belgique puis l'Association coloniale allemande et la société pour la colonisation allemande fondées respectivement en 1881 et 1884 qui fusionnent en 1887 pour donner la Deutsche Kolonial Gesellschaft.

métropoles et leurs compagnies coloniales]. Ces différents liens⁴ participèrent déjà de sa structuration et création spatiale urbaine et rurale, de son développement financier et affectèrent tant son lien social que l'histoire moderne, où cette connexion internationale de l'Afrique subsaharienne se poursuit par le truchement des prescriptions autoritaires de politiques de développement des institutions économiques et politiques internationales. Ce constat conduit aux remarques suivantes : L'Afrique subsaharienne a subi et subi encore des influences économiques, politiques et sociales multiculturelles. Elle a été et reste toujours un acteur dominé par ceux qui ont assuré et assurent toujours le management international de son développement. Elle a toujours été et reste en interaction avec l'extérieur. Sa culture, sa politique et son économie sont dynamiques, suite à ses conflits internes, à ses conflits avec l'extérieur, et au brassage culturel dont elle a été et reste l'objet.

Ceci étant, toute pratique populaire en Afrique subsaharienne devrait prendre en compte son aspect interculturel et dynamique, afin de saisir non seulement l'influence des paramètres endogènes et exogènes et leurs interactions, mais aussi son aspect évolutif afin de résoudre ainsi le dilemme entre repli sur soi et ouverture sur l'extérieur, qui se pose parfois à cette région dans son processus de développement. Aussi, l'impact de l'économie populaire dans le les domaine financiers, sociaux et spatiaux (espace urbains ou ruraux) en Afrique subsaharienne, ne peut être correctement saisi que dans une analyse qui tient compte des interactions diachroniques et synchroniques entre le national et l'international dans les domaines politiques, économiques et culturels. Dans le cas de l'Afrique subsaharienne, ces interactions diachroniques et synchroniques se traduisent en terme de conflits de deux natures [intranationaux et internationaux], dont les instruments de pouvoir sont l'économique, le politique, la religion et le technologique. Sur le plan diachronique, la dimension internationale du conflit oppose l'Afrique subsaharienne en tant qu'acteur dominé et les grandes puissances coloniales en tant qu'acteurs dominants pendant la période coloniale, alors que la dimension intranationale du conflit oppose les acteurs dominants internes [ceux qui servirent de relais aux colons] et acteurs dominés internes [ceux qui subirent ou résistèrent à la colonisation]. Et sur le plan synchronique, le conflit international oppose l'Afrique subsaharienne [acteur dominé] aux anciennes métropoles et aux institutions économiques internationales [acteurs dominants], alors que le conflit intranational oppose les relais actuels de la

⁴ Le « pacte coloniale » système autarcique et protectionniste, qui consiste pour les métropoles à vendre à un niveau bien supérieur au cours mondiaux leurs produits manufacturés dans de véritables « chasses gardées », en échange de produits primaires eux aussi surpayés, est un de ces liens sur le plan économique alors que le « Code de l'indigénat », véritable régime d'exception déniait aux Africains les grands principes proclamés lors de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, en constitue l'aspect politico-culturel.

mondialisation [acteurs dominants internes] et ceux qui subissent ou résistent à cette mondialisation [dominés internes]. Aussi, toute analyse de l'économie populaire et de ses effets réseaux, financiers et spatiaux- structurants, gagnerait à prendre en compte l'histoire longue de l'Afrique subsaharienne. Histoire seule capable de montrer comment, dans la période coloniale, les conflits internationaux et intranationaux entre dominants et dominés ont structuré ou créé des espaces urbains et ruraux, ont affecté le développement financier et le profil du lien social par les instruments de pouvoir. On devrait ainsi dans chaque pays, dans chaque région, ou dans chaque ville et village, faire une historisation et une contextualisation de la création et de la structuration spatiale, de la culture financière et de son développement puis du profil du lien social à partir des conflits lointains et contemporains entre dominants et dominés de nature intranationaux et internationaux [ou locaux et globaux] desquels apparaissent et se développent différentes formes d'économies populaires et formelles. Autrement dit, faire fi, d'une part, des conflits intranationaux et internationaux diachroniques [aspect historique] et synchroniques [aspect contemporain] entre dominés et dominants, et d'autre part, des héritages politiques, économiques, technologico-culturels et religieux de la colonisation en Afrique subsaharienne, serait abandonner plusieurs facteurs nécessaires à une compréhension profonde de la création [structuration] spatiale, du lien social et du développement financier dans cette région⁵.

B) L'importance du temps long et de la périodisation⁶

Situer les phénomènes dans une perspective historique est important afin non seulement de prendre en compte leur variété spatiale, mais aussi pour en comprendre les mutations profondes au-delà de ce que Fernand Braudel appelle "l'agitation des surfaces". Mais, la séquentialisation et la description des événements historiques fondamentaux [trajectoires] et les effets de leurs ruptures dans la structuration spatiale [urbaine et rurale], le développement financier et le lien social en Afrique subsaharienne au travers des changements de logiques qu'elles entraînent [processus], nécessitent une périodisation claire qui appréhende mieux le rôle du temps long et de chaque événement historique. Dans le cas de l'Afrique subsaharienne, nous

⁵ Il est également très important de tenir compte des dotations factorielles naturelles (forêts, désert, fleuve, minerais divers...) propres à chaque pays, région, ville ou village dans l'ampleur des conflits nationaux et internationaux entre acteurs dominants et acteurs dominés et leurs rôles dans la création spatiale, le développement financier et sur le lien social.

⁶La longueur des périodes (nombre d'année) est moins importante que les tendances lourdes qu'elles traduisent en termes d'événements et de politiques de développement. Ainsi, les comportements, les structures, les acteurs et les institutions ne sont pas statiques à l'intérieur d'une même période mais subissent tout simplement la même tendance lourde qui caractérise la période.

construisons quatre périodes [1880-1960, 1960-1980, 1980-1990 et 1990-2000] caractérisant d'après nous, des événements historiques majeurs et les conséquences de leurs ruptures sur la création spatiale, le développement financier et le lien social dans cette région suite à la dynamique conflictuelle liée au changement de logiques des acteurs dominants et dominés. Ce qui est important dans ces périodes est moins le nombre d'années qu'elles intègrent, que la présence de mêmes pratiques populaires, d'une même politique de développement ou d'un mode de régulation qu'elles caractérisent.

- La période coloniale [1880-1960]

Coloniser des hommes et des espaces veut dire transformer ces hommes, ces espaces, leurs environnements et leurs cultures afin les mettre dans un état ou un profil voulu par le colonisateur. Il va sans dire que cette colonisation affecte le lien social et participe à la création [structuration spatiale] et au développement financier de la région colonisée. En effet, pendant cette période coloniale l'Afrique subsaharienne en tant qu'espace est instrumentalisée et structurée de plusieurs façons selon les objectifs des puissances coloniales. A titre d'exemples, la France transformera son empire colonial [AOF et AEF]⁷ suivant une vision assimilatrice et une gestion jacobine basée sur une administration directe, alors que l'Angleterre structurera ses colonies suivant une gouvernance décentralisée et indirecte en s'appuyant sur les autorités indigènes et ses convictions libérales. Quant à la Belgique, ses principales possessions [le Congo, le Rwanda et le Burundi], seront administrées suivant une vision beaucoup plus paternaliste soucieuse [en principe et pas toujours en pratique], de préserver les cultures locales.

Au cours de cette période, la structuration spatiale en Afrique subsaharienne⁸ est assurée, non seulement par un conflit international entre colonisés [acteurs dominés] et colonisateurs [acteurs dominants], mais aussi par un conflit intranational entre acteurs dominants nationaux [relais des colons] et acteurs dominés nationaux [ceux qui subissent les colons ou résistent]. En outre, un troisième conflit oppose les puissances coloniales entre elles dans la conquête des territoires. Et dans ce triple conflit où les principaux instruments de pouvoir sont le politique, l'économique, la religion et le technologique, les dominés du conflit international "colonisateurs contre colonisés", conçoivent leurs territoires comme "le lieu des autres" car maîtrisé par les puissances coloniales. Alors que ces dernières conçoivent

⁷ AEF= Afrique Equatoriale Française et AOF = Afrique Occidentale Française

⁸ Quoique l'Afrique subsaharienne soit hétérogène car constituée d'un ensemble de territoires différents les uns des autres, nous la considérons dans cette période coloniale où les Etats n'existent pas encore, comme une entité spatiale et temporelle homogène aux conflits internationaux et intra nationaux identiques.

les espaces coloniaux [colonies et empires coloniaux], comme de simples facteurs de production. Dans le conflit intranational entre dominés internes [ceux qui résistent ou subissent la colonisation] et dominants internes [les relais des colons], cette conception des territoires sera respectivement "le lieu des blancs et des traîtres" et le "lieu du patron et du travail". C'est de ces deux types de conflits où s'affrontent les différents éléments de pouvoir au travers des acteurs dominants et dominés et les conceptions des territoires que s'ensuivent, que vont naître des centres [espaces des dominants locaux et externes] et des périphéries [espaces des dominés locaux et externes] dans plusieurs zones d'Afrique subsaharienne pendant la colonisation.

Aussi, la structuration et la création spatiale, le développement financier et la nature du lien social en Afrique subsaharienne, se trouvent inévitablement affectés par les différents types de gouvernance coloniale et conflits qu'ils ont entraînés. Dans le domaine financier, il y a la rencontre conflictuelle entre les paléo-monnaies (Servet, 2000)⁹ traditionnelles utilisées dans le troc des acteurs locaux et les monnaies modernes des puissances coloniales [franc français, franc belge, livre sterling, DM...]. Dans le domaine social, il y a une rencontre conflictuelle entre le lien social solidaire des autochtones et le lien social instrumental des Occidentaux, se traduisant dans les faits par le vaste commerce des Nègres qu'ils mettent en place. Dans le domaine spatial et religieux, on observe aussi deux coexistences conflictuelles. Une, entre une conception de l'espace comme simples milieux de vie à reproduire et une conception de l'espace comme lieux de pouvoir à consolider, et l'autre entre les pratiques religieuses traditionnelles [croyances dominées et généralement animistes] et les religions modernes des colonisateurs [catholicisme, protestantisme et islamisme par les djihad déjà en vigueur dans de nombreuses zones comme le nord du Cameroun]. Le technologique lui, se manifeste par une instrumentalisation de l'espace au profit de la modernisation (Peemans, 2004) et l'usage de nouveaux matériaux de constructions importés des métropoles qui déclassent le matériau local. Il va sans dire que ce rapport conflictuel entre les deux conceptions de l'espace va influencer sa structuration dans cette période et que les religions modernes [croyances dominantes], agissent, non seulement sur l'espace [par leur architecture et le choix de leurs sites], mais aussi dans le développement financier et le lien social par leur façon de penser l'altérité, l'intérêt et l'économique.

⁹ Les travaux de Jean-Michel Servet ont montré qu'au sein de sociétés traditionnelles certaines monnaies sont des objets qui n'ont d'autres usages que monétaires ; ce sont par exemple des coquillages, des objets en pierre en vannerie etc ..., qui ne représentent aucune fonction utilitaire si ce n'est de circuler (à la différence du bétail ou des blocs de sel par exemple, qui peuvent être monnaie et avoir un usage pratique) : ce sont des paléomonnaies qui dans le cas de l'Afrique Subsaharienne étaient surtout de l'ivoire, du bois d'ébène et des pierres précieuses.

- La période des indépendances et de modernisation nationale [1960-1980]

Pendant cette période, la majeure partie de l'Afrique subsaharienne accède à l'indépendance suivant les résolutions de la conférence de Bandung de 1955 dont l'objectif fut de mettre fin à la colonisation et de construire des États-nations modernes. Cette accession à la souveraineté nationale se passe, soit pacifiquement [cas du Gabon], soit suite à des guerres de libération menées par des nationalistes [cas du Cameroun]. Aussi, de 1960 à 1980, les autochtones se réapproprient leurs territoires et les structurent suivant le modèle d'un État développeur et autocrate. Dès lors, les deux conflits structurants changent de profil. Le conflit international entre dominants et dominés passe de "colonisés contre colonisateurs" à "sous-développés contre développés", alors que celui entre dominants et dominés locaux passe de "relais contre résistants" à "traditionnels contre modernes". Cette métamorphose du profil conflictuel intranational et international entre acteurs dominés et acteurs dominants modifie derechef la structuration [création] spatiale, le lien social et la culture financière en Afrique subsaharienne. En effet, se construisant sur la base de l'héritage politique, économique, technologique et religieux de la période coloniale, la modernisation nationale renforce la dichotomie centre [moderne]-périphérie [traditionnelle] en utilisant les mêmes instruments de pouvoir que sont le politique, l'économique, le technologique et la religion. Les pôles performants modernes ou places des dominants nationaux [administrations, banques, grands commerces, marchés, industries, églises, Mosquées...], se concentrent dans les centres urbains et ruraux, alors que les périphéries entrent dans un processus de "banlieurisation" et de "bidonvilisation" entretenu respectivement par l'État développeur et les dominés locaux, qui se créent des espaces de vie suivant leurs moyens¹⁰.

Ceci dit, le point fondamental de cette période est de voir comment le passage à l'indépendance des colonies africaines transforme l'imaginaire et la création spatiale des dominants et dominés du conflit international et intranational, mais aussi comment il affecte le développement financier et le lien social dans un environnement de dictature politique. Sur le plan financier, la philosophie de "l'argent bon marché" est mise en place par une

¹⁰ Concernant spécifiquement le lien social, il faut noter que le caractère mitoyen des logements dans les bidonvilles ainsi que la promiscuité ambiante qui y règnent, constituent des facteurs de proximité sociale (conflictuelle ou pacifique) qui renforcent les liens sociaux mieux que les logements résidentiels où ce lien social (ne serait ce que par les immenses clôtures qui encadrent les logements privés), devient artificiel et distendu.

répression financière (Mc Kinnon ; Shaw, 1973)¹¹ assurée par des États interventionnistes. A cette période, le développement c'est l'accumulation du capital et le rattrapage du retard technique. Les systèmes financiers traditionnels ou populaires [tontines et associations avec volet financier par exemple], coexistent avec les systèmes financiers formels, modernes et extravertis mis en place généralement par les anciennes métropoles [cas de la zone franc avec les deux instituts d'émission que sont la BEAC et la BCEAO et de la Zone sterling basée sur les Currency Boards de l'empire colonial britannique]. Les territoires coloniaux et leurs populations considérés comme de simples facteurs de production par les acteurs dominants du conflit international pendant la période coloniale, se transforment ici en espaces de coopérations et d'excroissances institutionnelles et culturelles de l'Occident et de modernisation pour les dominants du conflit intranational. Par ailleurs, les dominés des conflits intranationaux, forts des indépendances de leurs pays, investissent aussi de nombreux espaces urbains et ruraux et y véhiculent leur culture financière et relationnelle. Il va sans dire que dans cette période, le changement de nom de plusieurs pays i.e., le passage par exemple de Congo à Zaïre, de Haute Volta à Burkina Faso et de Rhodésie à Zimbabwe, a affecté l'appropriation et la création spatiale des populations locales en zones urbaines et rurales, au même titre que la construction de plusieurs zones d'intégration économique, monétaire et politique régionales et sous- régionales [OUA, CEMAC, CEDEAO....]. En effet, lorsque la Rhodésie [nom d'un individu, le britannique Cecil John Rhodes qui, en 1890 avait colonisé ce territoire pour en faire sa propriété privée], devient Zimbabwe, la création et la structuration spatiale, ne peuvent en aucun cas être les mêmes par les autochtones qui se réapproprient leurs territoires dans leur imaginaire collectif¹². Par ailleurs, avec la modernisation ambiante, les principales religions modernes dominantes [catholicisme, protestantisme et l'islamisme] se consolident et deviennent même par endroits, des religions d'État, sans pour autant éliminer les croyances traditionnelles animistes qui gardent des noyaux durs dans certains bastions nationaux. Aujourd'hui, l'examen de la carte religieuse du monde qui a pignon sur rue depuis le 11

¹¹ Le terme de répression financière est utilisé pour la première fois dans les travaux de Mc Kinnon et Shaw de 1973. Il signifie une intervention intempestive de l'Etat dans le système financier par l'orientation des crédits, la bonification des taux, la fixation autoritaires des taux d'intérêts et la détermination des coefficients de réserves obligatoires dont le résultat est d'empêcher une affectation optimale des ressources par le jeu concurrentiel des prix suivant les forces du marché. Conséquences, des investissements avec un rendement marginal inférieur au coût des ressources sont financés et cela entraîne une baisse du taux de rendement et de croissance économique.

¹² L'expropriation foncière des fermiers blancs par le président zimbabwéen dans le cadre du plan de redistribution de terres en constitue la preuve contemporaine. Le pouvoir politique aujourd'hui détenu par les autochtones redéfinit ainsi, non sans les instrumentaliser pour des fins électorales, les modes d'appropriation et de création spatiale mis en place par le pouvoir colonial.

septembre 2001, montre une Afrique musulmane au Nord et en progression depuis la rive méditerranéenne et une Afrique Chrétienne au Sud centrée sur le bassin du Congo. La même structuration apparaît à l'intérieur de plusieurs États où l'islam et le christianisme s'imbriquent sur un fond d'animisme très présent au sud du Sahara [10 à 40 % de la population] (Smith, 2003).

- *La période de crise économique et de néo-modernisation nationale [1980-1990]*¹³

Dans les deux premières périodes, les deux conflits structurants [intranationaux et internationaux] entre dominés et dominants changent de profil et affectent la création spatiale, le lien social et le développement financier suite à deux événements que sont la colonisation (1880-1960) puis les indépendances et la modernisation nationale (1960-1980). Mais de 1980 à 1990, presque tous les pays de l'Afrique subsaharienne connaissent d'énormes problèmes économiques, liés principalement aux déséquilibres de leurs balances des paiements, à l'augmentation de l'encours de leur dette internationale, à la hausse des déficits publics, du chômage, de l'inflation et des créances douteuses au sein de leurs systèmes bancaires. Aussi, les institutions financières internationales [FMI, BM...] mettent en place des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) constitués d'une batterie de mesures censées permettre à ces pays de retrouver le chemin du développement, via le désengagement de l'État, la démocratisation, les privatisations, des politiques monétaires et budgétaires restrictives et une internationalisation des économies par la promotion des exportations basée sur le principe des avantages comparatifs. Désormais, le développement des pays du Sud devait exclusivement s'organiser en suivant les prescriptions de ce qu'on appela "le Consensus de Washington". Et pourtant, les prescriptions de politiques économiques qui au départ étaient présentées comme de simples mesures visant le rétablissement de grands équilibres macroéconomiques fondamentaux [équilibre budgétaire, équilibre financier et équilibre extérieur], sont très vite devenues des instruments de formatage des acteurs, des institutions et des espaces nationaux aux principes de fonctionnement du marché et du secteur privé. Très vite, le national est devenu inféodé à l'international, l'État au marché, le public au privé et le local au global, sans pour autant atteindre les résultats positifs de relance économique et de développement prédits. Le développement cesse d'être l'accumulation du capital et le rattrapage du retard technologique pour devenir le rétablissement de grands équilibres macroéconomiques

¹³ Les analyses portant sur des pays qui connaissent des guerres internes pendant une de ces périodes, doivent intégrer une analyse pré-guerre et post-guerre afin de saisir les éléments de transformation de la création et de la structuration spatiales et du développement financier.

fondamentaux dans le but d'assainir les économies à court terme et de relancer la croissance à long terme.

Aussi, les deux conflits structurants [intranationaux et internationaux] entre acteurs dominés et dominants se transforment. Autrement dit, dans chaque pays, le conflit international "sous-développés contre développés" de la période 1960-1980, se cristallise en plusieurs sous-conflits internationaux, avec les mêmes éléments de pouvoir. Comme produits dérivés du conflit international "sous-développés contre développés", on distingue désormais le conflit international "débiteurs contre créanciers", issu de la crise de l'endettement, et le conflit international "ajustés contre ajusteurs" issu des contradictions entre le Consensus de Washington et les consensus locaux ; alors que sur le plan national, le conflit entre dominants internes et dominés internes se polarise entre État et société et devient celui "des populations appauvries contre un État incapable". Sur le plan financier, les systèmes financiers traditionnels [tontines, coopératives et autres associations...] coexistent désormais avec des systèmes financiers formels non plus répressifs, mais libéralisés. La création spatiale se modifie suite à la dégradation patrimoniale des dominés locaux [occupation anarchique et exploitation des moindres espaces urbains pour se faire de l'argent] et des dominants locaux [fermetures d'unités de production, cessions et concessions d'entreprises publiques, compression des effectifs de la fonction publique...]. Par ailleurs, le retour des colons par le biais des privatisations et des appels d'offre publics, réveille les anciens démons de la création et de l'occupation spatiale coloniales.

Au cours de cette période, l'État en Afrique ne peut plus assurer sa redistribution communautaire. Autrement dit, ses fonctions régaliennes de santé publique, d'éducation, de protection et de grand employeur des populations locales ne sont plus garanties. Et cette situation plonge les Africains, comme le dit Pierre-Joseph Laurent, dans une "modernité insécurisée". Situation où la religion devient en quelque sorte une valeur refuge, qui remplace la sécurité jadis garantie par les croyances traditionnelles et l'État au travers du bien public et la redistribution communautaire. Aussi, l'explosion religieuse que connaît l'Afrique subsaharienne à cette période affecte le lien social [qui se raffermi au sein de la poutre centrale de la vie qu'est Dieu pour les croyants], la structuration spatiale et le développement financier. En effet, à Kinshasa par exemple, les entrepôts et hangars industriels, libérés par des entreprises en faillite, font le bonheur des nouveaux illuminés qui, sans une certaine dévotion aux saintes écritures, utilisent Dieu tantôt comme fonds de commerce [accumulation matérielle et circulation monétaire par les cotisations des fidèles], tantôt

comme bouclier contre un passé peu réjouissant et tantôt comme passeport pour aller en Europe (Smith, 2003)¹⁴.

- La période de néo-modernisation transnationale [1990-2000]

Ronald Reagan et Margaret Thatcher, deux acteurs dominants du conflit international "développés contre sous-développés" de la période précédente, jouent un rôle prépondérant dans sa cristallisation en plusieurs sous-conflits dérivés que sont l'opposition "débiteurs contre créanciers" au sujet de la dette et l'opposition "ajusteurs contre ajustés" au sujet des PAS. En effet, ce sont ces acteurs dominants qui, au travers des politiques économiques ultra-libérales [économie de l'offre, Banques centrales indépendantes, libéralisation financière, État frugal et modeste, privatisations.....], assurèrent la *soumission formelle* des acteurs et des institutions en Afrique subsaharienne et marquèrent la rupture avec la période précédente en factulisant ces politiques libérales par une *soumission réelle* par ce qu'on appela alors la « *révolution conservatrice* »¹⁵. Et une fois le cadre institutionnel de l'Afrique subsaharienne formaté aux exigences du marché global autorégulateur, la néo-modernisation transnationale s'est mise en marche en dilatant encore les profils conflictuels intranationaux et internationaux. Sur le plan national, le conflit entre dominants et dominés se transforme en deux oppositions. D'une part, "Ceux qui subissent ou résistent à la mondialisation contre ceux qui en servent de relais" et, d'autre part, "la société civile contre l'État et le marché". Par ailleurs, avec la mondialisation libérale, le conflit international "pays développés contre pays sous-développés" produit un autre sous-conflit qui est celui des mondialisateurs [États riches du Nord et leurs multinationales] contre les victimes de la mondialisation [États pauvres du Sud]. Pour les mondialisateurs, l'Afrique subsaharienne comme espace redevient un simple marché de l'économie mondiale. Cette région est désormais une simple espace de jeu pour les *global-players*, qui la structurent comme telle en y déployant leurs activités

¹⁴ D'après Stephen Smith dans *Négrologie*, à Kinshasa (RDC), le célèbre pasteur Fernando Kutino fondateur de l'Eglise de la victoire, ancien trafiquant d'arme du temps de Mobutu s'est autoproclamé *archi bishop* et possède outre des limousines à rallonge et un jet privé, sa propre station de radio télévision, *Message de vie*. Au *Miracle center* son lieu de culte, il se roule sur l'estrade en proie à des convulsions médiumniques qui ravissent un public qui ne lésine pas sur le *mabonza* (denier de culte en version locale).

¹⁵ Karl Marx oppose la soumission formelle à la soumission réelle. La soumission (ou mode d'assujettissement), est réelle lorsque le processus de domination et de subordination se situe au sein même du processus de production i.e., par un rapport direct capital/travail. Par contre, la soumission formelle est une contrainte indirecte exercée par la seule maîtrise des conditions du travail. Aussi, nous considérons que les normes définies par le FMI, la BM et l'OMC et tous les acteurs dominants du Nord entraînent dans un premier temps une soumission formelle des acteurs et institutions de l'Afrique subsaharienne, et dans un deuxième temps une soumission réelle par leur factulisation.

financières et commerciales à distance, grâce à la révolution du signe alors que pour les victimes, leurs territoires redeviennent le “ lieu des autres ”. Dans cet univers, le lien social, le développement financier et la structuration [création] spatiale, se modifient de nouveau en Afrique subsaharienne. Sur le plan financier, la libéralisation financière de plus en plus poussée dans sa triple dimension [libéralisation des taux de change, des mouvements de capitaux et des systèmes monétaires] au sein de l'économie formelle, coexiste toujours avec des mécanismes de financement traditionnels et populaires. La structuration [création] spatiale, est plus que jamais liée au capital national et international [investissements directs étrangers] et aux ajustements patrimoniaux des acteurs locaux [États comme populations]. Tandis que le lien social, tantôt se distend ou se resserre, suivant qu'on est relayeur et profiteur de la mondialisation, ou résistant et victime de celle-ci. Le résistant ou la victime nationale passe ainsi de l'anticolonialisme d'antan à l'anti ou alter-mondialisme actuel.

Outre le fait que l'explosion religieuse stratégique de la dernière période crée et structure l'espace de façon physique [construction de nouvelles églises, changement de mobilité urbaine, apparition de plusieurs enseignes aux noms et effigies des gourous spirituels] et raffermi le lien social en créant de nouvelles communautés par son impact sur l'être et l'agir des individus, on observe ici deux autres logiques. La première se traduit par la formation [grâce aux technologies de l'information et de la communication] de réseaux religieux et de mouvements internationaux de capitaux entre des communautés religieuses nationales et les *multinationales spirituelles occidentales* que sont la Rose Croix, la secte Moon, la Franc maçonnerie, le mouvement raëlien, la fraternité blanche universelle, la Scientologie etc. Et la deuxième se traduit par une résurgence de ce qu'on peut appeler des religions *néo-traditionnelles et chauvinistes* qui réinventent les racines animistes de l'Afrique subsaharienne et traduisent aussi le rejet de toutes les croyances acolytes du développement occidental, qui n'est jamais arrivé à résoudre leurs problèmes et à se concrétiser.

C) Les quatre niveaux ou les quatre temps de l'approche néo-braudelienne

D'après F. Braudel, le premier temps ou premier niveau est celui de la construction de la civilisation matérielle et spirituelle, alors que le deuxième est celui du développement de la production et de l'existence du petit marché entretenu par les rapports sociaux entre villes et campagnes. Le troisième niveau correspond à l'espace de l'Etat-nation appelé à se construire et à se

consolider par l'accumulation capitaliste¹⁶. A ce dernier, nous ajoutons un quatrième niveau se traduisant par l'ouverture internationale, l'intégration et l'accumulation au sein d'un marché mondial autorégulateur [mondialisation actuelle]. Aussi, grâce à ce que nous avons choisi d'appeler "les quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant" et "les quatre vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant", nous allons en utilisant ces niveaux de Braudel, montrer comment la dynamique contradictoire entre "les quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant" et "les quatre vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant", arrive à la création de l'économie populaire, de l'économie formelle et d'une demande duale de développement financier, de structuration spatiale et du lien social en Afrique subsaharienne.

- Les « quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant » et les « quatre vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant » en Afrique subsaharienne

C'est afin de montrer l'importance de la périodisation dans la saisie des grands événements historiques et les effets de leurs ruptures sur la dynamique conflictuelle entre acteurs dominants et dominés en Afrique subsaharienne de la période coloniale à nos jours, que nous avons choisi quatre périodes [1880-1960, 1960-1980, 1980-1990, 1990-2000] au travers desquelles, se pose le problème de l'articulation entre «les quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant» et «les quatre vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant» dans le processus de développement de l'Afrique subsaharienne. Nous définissons le système dominant comme l'organisation politique, économique et sociale mise en place par les anciennes puissances coloniales dans cette région et sur la base de laquelle se poursuit actuellement le développement de l'Afrique subsaharienne et le système dominé comme l'organisation économique, politique et sociale autochtone dont le capital culturel s'est retrouvé déclassé par l'organisation politique, économique et sociale imposée par les colonisateurs. «Les quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant» représentent donc les acteurs locaux, qui à chacune des périodes précédentes, sont passés à un rang ou à un statut social

¹⁶ Même si certains pays africains au sud du Sahara ont connu des expériences socialistes et même marxistes léninistes plus ou moins brèves après les indépendances (cas du Congo Brazzaville, de l'Angola, du Ghana de Nkrumah, du Bénin puis de la Tanzanie de Nyerere), il faut non seulement reconnaître que la colonisation s'est faite sur une base uniquement capitaliste comme le témoigne la trajectoire idéologique et économique des grandes puissances coloniales (Allemagne, France, Belgique, Portugal, Italie...), mais aussi qu'avec le déclassement du mouvement des non-alignés suite à la fin de la guerre froide, tous ces pays ont basculé dans le camp capitaliste. De ce fait, nous pouvons tout en intégrant leurs parcours spécifiques comme moment importants de leur histoire, les inclure dans cette approche néo-braudelienne qui s'inspire surtout de la dynamique du capitalisme.

inférieur par rapport à l'état initial, et sont devenus des acteurs dominés, soit suite à des événements historiques particuliers, soit à cause de leurs attitudes par rapport à ces événements ou alors à cause des effets volontaires ou pas de ces événements sur eux. Ils sont la preuve que leur disqualification de fait au sein du système dominant, n'exclut pas de saisir une seconde chance hors de celui-ci (Latouche, 1989). Alors que « les quatre vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant » représentent tous ces acteurs locaux qui, à chaque période, ont intégré les systèmes dominants mis en place en Afrique subsaharienne, soit en tant que relais et sympathisants, soit par leur formation intellectuelle. Ces derniers ont avec eux, à chaque période, les instruments de pouvoir politiques, économiques, technologiques et religieux du système dominant, alors que les quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant ont aussi avec eux les instruments de pouvoir politiques, économiques, religieux et technologiques du système dominé. Par ailleurs, nous considérons qu'à chaque période les quatre niveaux de Braudel existent déjà en Afrique subsaharienne. En effet, non seulement cette région est déjà au quatrième niveau par le commerce triangulaire et son intégration politique internationale suite à sa colonisation, mais aussi pendant la période coloniale, des acteurs locaux, comme Tippo-Tip le célèbre arabe africain marchand d'esclaves¹⁷, se situait déjà aux troisième et quatrième niveau, suite à leurs transactions internationales avec les puissances coloniales et leurs sociétés.

Ainsi de 1880 à 1960, la première vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant est constituée des résistants aux Occidentaux et à la colonisation, alors que la première vague d'acteurs locaux intégrés au système dominant est constituée des relais de colons [rois, chefs locaux et leurs administrations qui sont déjà, par leur collaboration avec les États coloniaux et les sociétés coloniales, au troisième et quatrième niveau]. Au cours de cette période, la première vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant représente par ailleurs les acteurs locaux que nous considérons, non seulement, au premier niveau, mais aussi comme les véritables gardiens des traditions et de l'authentique culture africaine dans les domaines financiers, de la conception de l'espace et du lien social solidaire. Ceci ne veut pas dire que l'économie populaire commence avec la colonisation. Elle est antérieure à cette période et à l'économie formelle. C'est avec la colonisation que ses activités deviennent déclassées et taxées d'informelles par le système dominant. C'est également à cette période coloniale que se tisse le premier lien conflictuel avec l'économie formelle. Il va sans dire qu'à cette période, il y a des rapports conflictuels entre cette dernière et la première vague d'acteurs locaux intégrés au système dominant. Rapports conflictuels d'où émerge, déjà à cette période, une demande duale

¹⁷ Le marchand d'esclaves Tippo-TIP, a surtout sévi dans la région de l'actuel RDC où il a été particulièrement actif dans ses transactions commerciales avec les négriers.

de développement factuelle par deux conceptions différentes de l'espace, des pratiques financières et des approches du lien social binaires. A ce stade, l'économie populaire est constituée par les pratiques économiques de la première vague d'acteurs locaux déclassés par rapport au système capitaliste d'exploitation qui se met en place à la période coloniale alors que l'économie formelle est représentée par les pratiques économiques des acteurs locaux intégrés au système capitaliste d'exploitation coloniale. Autrement dit, à cette époque l'économie populaire représente les pratiques économiques « des mauvais sauvages », en tant qu'acteurs hostiles aux colons, alors que l'économie formelle est constituée des pratiques économiques des colons et des « bons sauvages » en tant qu'acteurs dociles et collaborateurs des colons.

Dans la deuxième période qui va de 1960 à 1980, la même dynamique duale et conflictuelle se poursuit en Afrique subsaharienne. Ainsi, la deuxième vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant est constituée de tous les acteurs locaux qui n'intègrent pas le paradigme de la modernisation nationale autoritaire qui est mis en place après les indépendances. Aussi, étant déjà au deuxième niveau de Braudel, car les Etats-nations ont vu le jour avec les indépendances et commencent à organiser leur accumulation, cette deuxième vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant va rejoindre la première vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant de la période 1880-1960, pour constituer le premier et le deuxième niveau qui, dans la période 1960-1980, constitue la nouvelle base de l'économie populaire en Afrique subsaharienne¹⁸. De l'autre côté, la deuxième vague d'acteurs locaux intégrés au système dominant est constituée de ceux qui adhèrent corps et âmes, ou de façon instrumentale, au paradigme de modernisation nationale autoritaire mis en place par les colons et les nouvelles élites dirigeantes locales. Cette deuxième vague d'acteurs locaux intégrés au système dominant se situe déjà au troisième et quatrième niveau et se sert de la construction de l'État [deuxième niveau] comme tremplin pour développer ses activités économiques qui deviennent de facto de l'économie formelle. Aussi, à ce stade, l'économie populaire représente les pratiques économiques des deux premières vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant [1^{er} et 2^e niveau], alors que l'économie formelle représente les pratiques économiques des deux premières vagues d'acteurs locaux intégrés aux systèmes d'exploitation et de production capitaliste mis en place dans chaque pays en Afrique subsaharienne [3^{ème} et 4^{ème} niveau] et intègre aussi les activités des acteurs intégrés au système dominant du deuxième niveau car les États sont déjà en place. Ici, l'ambivalence de la demande de

¹⁸ Aucune confusion ne doit être faite ici entre les niveaux de F. Braudel et les étapes de la croissance économique de W. Rostow qui établit de façon linéaire et universelle, les étapes de passage d'une société traditionnelle vers une société où la croissance et la consommation de masse deviennent les fonctions principales et normales de l'économie.

développement continue et se transforme en une demande financière duale [demande financière moderne et demande financière traditionnelle], une conception duale de l'espace et de sa structuration [demande et structuration moderne de l'espace contre demande et structuration traditionnelle de l'espace] et une demande duale du lien social [altruisme instrumental de l'Homo œconomicus contre altruisme solidaire de l'Homo africanus].

Dans la troisième période qui va de 1980 à 1990, le paradigme de la néo-modernisation nationale et démocratique est mis en place au travers des PAS par les institutions économiques internationales. Ainsi, la troisième vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant est constituée de tous les acteurs locaux expulsés des systèmes de production et d'exploitation capitalistes mis en place. Ces expulsions sont liées aux mesures d'austérité et d'efficacité économique qu'imposent le *Consensus de Washington* aux pays de l'Afrique subsaharienne. A cette troisième vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant qui étaient déjà au 3^{ème} et 4^{ème} niveau dans la période 1960-1980 [car intégrés comme travailleurs dans le système en place, lui-même gouverné internationalement par les anciennes puissances coloniales et les institutions économiques internationales], s'ajoutent les deux premières vagues d'acteurs locaux déclassés de la période 1880-1960 et de la période 1960-1980 pour former la nouvelle base de l'économie populaire en Afrique subsaharienne. Alors que la troisième vague d'acteurs locaux intégrés au système dominant reste désormais constituée des leaders nationaux et ceux qui n'ont pas été expulsés du système dominant par les mesures d'austérité des PAS. L'économie formelle devient non seulement les pratiques économiques (activités, principes et mécanismes de productions de biens et services, d'épargne et d'investissement) de ces derniers, mais aussi celles des *ajusteurs* que sont le FMI et la BM. Ici encore, la demande duale de développement se manifeste toujours par la coexistence conflictuelle, mais non exclusive, d'acteurs locaux déclassés du système dominant et d'acteurs locaux intégrés au système dominant en place. Par ailleurs, on assiste à un essor sans précédent de l'économie populaire dont la base d'action s'élargit par trois vagues successives d'acteurs locaux déclassés du système dominant qui structurent l'espace, recréent le lien social par des réseaux et participent au développement de la finance populaire.

Aussi, dans la dernière période qui va de 1990 à 2000, la même dynamique continue dans la mesure où la quatrième vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant, est représentée par tous les acteurs locaux victimes, soit de la poursuite des conditionnalités du Consensus de Washington, soit des contradictions internes au système dominant [le chômage structurel, marché du travail étroit et balkanisé, licenciements financiers...], ou alors des externalités négatives de son évolution cyclique, comme par exemple le chômage conjoncturel. Ces acteurs qui étaient déjà au troisième et quatrième

niveau en tant que travailleurs, reviennent à leur tour grossir les rangs des acteurs locaux déclassés, en élargissant, une fois de plus, la base de l'économie populaire tout en accentuant ses effets sociaux et spatiaux-structurants. Alors que l'économie formelle dans cette période est constituée par les activités économiques de la quatrième vague d'acteurs locaux intégrés au système dominant – quatrième vague d'acteurs locaux intégrés, elle-même constituée des rescapés des ajustements du système dominants par le Consensus de Washington et des relais internes à la mondialisation. D'où la persistance de deux demandes de développement. Une populaire, locale et autocentrée avec sa conception de l'espace, du lien social et de la finance et, l'autre, individualiste, globale et extravertie avec sa conception moderne de l'espace, du lien social et de la finance. Par ailleurs une demande duale de régulation apparaît aussi. Une régulation autonome pour l'économie populaire et une régulation de contrôle pour l'économie formelle.

Au final, cette première partie de notre analyse nous a permis de faire deux choses fondamentales. La première, grâce à la prise en compte de l'histoire et du temps long y afférent, a consisté à donner non seulement une dynamique historico-événementielle de l'Afrique subsaharienne, mais aussi de voir son impact dans la dynamique conflictuelle entre acteurs locaux dominés et acteurs locaux dominants [dimension intra-nationale du conflit], entre acteurs dominants internationaux (rivalités entre puissances coloniales), puis entre acteurs locaux dominés et acteurs externes dominants [dimension internationale du conflit]. Ceci dit, par cette dynamique événementielle et conflictuelle diachronique et synchronique, nous avons [tout en reconnaissant la diversité de chaque pays en Afrique subsaharienne], sorti un ensemble de *faits stylisés globaux*, que chaque analyse sur l'économie populaire et formelle en Afrique subsaharienne pourrait s'approprier en les contextualisant à sa zone d'étude, afin de saisir non seulement les grandes trajectoires historiques, leurs événements fondamentaux et tendances lourdes, mais aussi les conflits structurants intra-nationaux et internationaux entre acteurs dominants et dominés¹⁹ qu'ils ont engendrés. Le développement financier, la structuration [création] spatiale ainsi que le profil du lien social qui en dépendent inévitablement, devraient à notre avis en tenir compte. Aussi, le constat qui se dégage de l'importance de l'histoire et de la périodisation dans l'approche de l'économie populaire et de ses impacts se résume ainsi : les conflits structurants diachroniques et synchroniques de dimension intra-nationale et internationale et leurs instruments de pouvoir politiques, économiques, technologiques et religieux influencent grandement

¹⁹ Dans le cas d'espèce, l'Afrique du Sud mériterait une étude singulière intégrant par exemple la structuration spatiale, le profil du lien social et le développement financier, insistant non seulement sur nos *faits stylisés globaux*, mais aussi sur des paramètres caractérisant les périodes avant, pendant et après l'apartheid.

la création [structuration] spatiale et orientent le développement financier et le lien social en Afrique subsaharienne, et y créent aussi une demande duale de développement.

C'est la raison pour laquelle l'utilisation des quatre niveaux de Braudel est aussi fondamentale dans la compréhension de l'économie populaire et de ses liens avec l'économie formelle. En effet, en utilisant ces niveaux et les deux catégories d'acteurs que nous avons qualifiés *d'acteurs locaux déclassés du système dominant* et *d'acteurs locaux intégrés au système dominant* suivant les quatre périodes considérées, il apparaît bien que l'économie populaire et l'économie formelle se sont constituées à chaque période, respectivement, par les activités économiques des vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant et les activités économiques des vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant. Par ailleurs, le fait que l'on retrouve dans les *quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant*, non seulement ceux du premier niveau de la période 1880-1960 [que nous considérons comme les gardiens de l'authenticité africaine dans tous les domaines], mais aussi ceux de la deuxième, troisième et quatrième vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant, suite à ses soubresauts, contradictions internes et ajustements, est une preuve qu'il n'y a pas d'étanchéité entre l'économie populaire et l'économie formelle, mais plutôt des interactions généralement complémentaires et non exclusives.

L'utilisation des niveaux de Braudel et des interactions conflictuelles mais non exclusives entre les quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant et les quatre vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant, nous a aussi permis d'arriver à ce second résultat : en Afrique subsaharienne, l'économie populaire est antérieure à l'économie formelle. Ainsi, elle est non seulement une réponse ou une ré appropriation culturelle de l'économie comme le témoigne sa base initiale uniquement constituée d'acteurs locaux déclassés du système dominant du premier niveau de la période 1880-1960, mais aussi un symptôme des carences et contradictions internes de l'économie capitaliste formelle comme le témoignent les acteurs locaux expulsés de l'économie formelle dans la période 1980-2000, et qui constituent les trois vagues suivantes d'acteurs locaux déclassés du système capitaliste qui viennent élargir la base originelle de l'économie populaire. Ainsi, la base matérielle de l'économie populaire en Afrique subsaharienne est constituée non seulement des irréversibilités culturelles des populations autochtones, mais aussi des acquis culturels du capitalisme occidental. Par ailleurs, la coexistence entre l'économie populaire et formelle entraîne inévitablement une demande duale de développement dont chacune structure l'espace, tisse le lien social et conçoit le développement financier à sa façon. Aussi, en Afrique subsaharienne, les oppositions conflictuelles mais non exclusives entre les deux demandes de développement inhérentes aux deux

économies, ressortent de nos enquêtes de terrain au Cameroun dans le cadre de notre thèse. Ces enquêtes de terrain ont été effectuées sous forme de questionnaires de nature binaire adressés simultanément aux acteurs des associations financières populaires [informelles] et aux travailleurs formels et modernes ayant des comptes bancaires dans le système financier formel à Yaoundé, capitale politique du Cameroun.

Tableau n°1 : Typologie possible de conflits entre économie populaire et économie formelle au Cameroun

Concepts source de conflits	Économie populaire	Économie formelle
Institutions	fonctionnent à la foi et à la pratique	fonctionnent à la loi
Monnaie	conception essentielle car enchâssée dans le social	conception catallactique ou fonctionnelle car uniquement instrument d'échange désencastré du social
Temps	approche en terme de flux (conception continue du temps)	approche en terme de stock (conception discrète du temps i.e., comme facteur de production à optimiser)
Fonction de production	réseau social	relation quantitative et technique entre niveau du produit et combinaison de facteurs de production capital (K) et travail (L)
Capital social	empathique et solidaire	instrumental et opportuniste
Altruisme	compatissant et solidaire (homo-africanus)	mécanique et instrumental (homo œconomicus)
Espace (territoire)	gratuit et lieu de vie à reproduire	payant et lieu de pouvoir à consolider
Facteurs de production	le groupe et l'action collective	l'individu employable (capital humain) et l'individu employeur (capital)
Mode d'accumulation	collectif	individuel
Marché	institution sociale parmi d'autres	institution sociale centrale et autorégulatrice
Développement	reproduction et changement social	modernisation et croissance
Privatisations	vente du patrimoine national	instrument de gestion efficace
Biens et espaces publics	privatisables par les populations locales	neutres, non divisibles et non privatisables par des individus
Réciprocité	solidaire et naturelle	instrumentale et factice
Mondialisation	néocolonialisme et politique volontariste des acteurs dominants	apothéose de la tendance naturelle de l'homme à échanger et profitable à tous

Confiance	sacrée et définitive i.e, événement certain au sens probabiliste du terme	variable aléatoire i.e, événement incertain au sens probabiliste du terme
Coopération	solidaire	opportuniste
Régulation	autonome	de contrôle
Jeu économique	solidaire	individualiste
Richesse	les Hommes	les choses
Système d'information	horizontal	vertical
Individu	composante duale et solidaire	composante singulière et déconnectée
Technique productive	intensive en travail	intensive en capital
Contrats	symétriques en général	asymétriques en général
Assistance mutuelle	très forte	très faible
Concurrence	faible	forte
Motivations	pas uniquement le profit matériel	uniquement le profit matériel
Prix	discutables	non discutables
Flexibilité institutionnelle	très forte et intégrative	très faible et exclusive
Réseau	social et solidaire	artificiel et technique
Femmes	fort présentes et visibles	moins présentes et moins visibles
Culture locale	très présente	peu présente
Barrières à l'entrée	généralement faibles	généralement fortes
Coûts de transaction	très bas	très élevés
Développement du secteur	stratégie de concentration des unités productives	Stratégie de multiplication des unités productives
Proximité humaine	très forte	très faible
Passagers clandestins	très peu nombreux	très nombreux
Monitoring financier	Social et assuré par le groupe	Technique et assuré par les clauses contractuelles.
Implication de l'État	Très faible ou uniquement répressive	Très forte par la régulation du ministère de l'économie et des finances.

Source : enquête de terrain à Yaoundé (2003) dans le cadre de notre thèse.

Ceci étant, la matérialisation de la demande duale de développement en Afrique subsaharienne que nous essayons de traduire par ce tableau et qui représente une typologie possible de conflits entre acteurs locaux intégrés au système dominant [dont les activités économiques représentent l'économie formelle] et les acteurs locaux déclassés du système dominant [dont les activités économiques représentent l'économie populaire], doit se comprendre en gardant présent à l'esprit, d'une part, que de nombreuses migrations réciproques existent entre les deux types d'économies et d'acteurs et, d'autre part, que ces migrations réciproques entraînent tantôt des enchevêtrements de normes et de valeurs, tantôt des empilements et même des synthèses de ces normes et valeurs par des acteurs à cheval entre les deux économies aux frontières finalement très nébuleuses. C'est, par exemple, le cas du réseau populaire ou informel des diplômés de l'enseignement supérieur regroupés comme *vendeurs à la sauvette* dans la ville de Yaoundé au Cameroun. Ces vendeurs avec une culture moderne acquise dans leurs études universitaires deviennent, soit des acteurs permanents de ce secteur, soit parfois des acteurs en transit car en attente le plus souvent de l'aboutissement d'un dossier de demande d'emploi dans le système formel. Par ailleurs, il n'est pas rare de trouver dans cette économie populaire, outre ceux qui y sont en permanence, de hauts fonctionnaires qui financent ces réseaux populaires de *vendeurs à la sauvette* ou d'y rencontrer des travailleurs officiels qui ont perdu leur emploi formel. Aussi, l'intérêt de l'analyse systémique de l'économie populaire mérite d'être souligné comme nous allons le faire dans la deuxième partie.

II FACTEURS JUSTIFICATIFS DE L'IMPORTANCE SYSTEMIQUE DE L'ANALYSE DE L'ECONOMIE POPULAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Dans cette partie, nous définissons un système comme un ensemble d'institutions intra-nationales et internationales en interactions les unes avec les autres. Dans la mesure où l'Afrique subsaharienne connaît à la fois l'économie formelle et l'économie populaire et que les institutions sont définies comme des normes humainement construites pour sélectionner les comportements en régulant les interactions politiques, économiques et sociales entre acteurs puis entre acteurs et ressources (North, 1990), cette partie a pour objectif de montrer non seulement l'importance des éléments structurants et de pouvoir géopolitique dans la structuration spatiale, du lien social et le développement financier, mais aussi de sortir explicitement les liens inévitables entre économie populaire et économie formelle comme justificatifs de l'approche systémique.

A) Le rôle des éléments structurants

Dans la mesure où l'économie populaire regroupe les activités économiques des quatre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant et que l'économie formelle regroupe les activités économiques des quatre vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant et que leurs bases originelles [première vague d'acteurs locaux déclassés et première vague d'acteurs locaux intégrés de la période 1880-1960], changent sans cesse suivant les conjonctures, ces deux économies deviennent inévitablement dynamiques et nécessitent la prise en compte évolutive des éléments structurants et de pouvoir géopolitique. Ainsi le politique, l'économique, le démographique, l'extérieur et l'environnemental doivent intervenir de façon dynamique dans l'étude de leurs impacts sur la structuration [spatiale], le développement financier et la préservation du lien social.

- *Le politique et l'extérieur*

En effet, de 1880 à 2000 le politique et l'extérieur ont, non seulement, affecté l'économie populaire et l'économie formelle, mais aussi et surtout ont influencé l'espace, le secteur financier et la structure du lien social de plusieurs façons différentes. L'extérieur et le politique agissent conjointement en Afrique subsaharienne. Les relations politiques et les rapports avec l'extérieur sont ainsi passés d'une mission civilisatrice dans la période 1880-1960, à une mission de coopération, d'assistance et de parrainage dans la période 1960-1980. Pour devenir des rapports d'injonction et de prescriptions impératives de politiques de développement dans la période 1980-2000. Aussi, dans la mesure où l'Afrique subsaharienne a toujours fait l'objet d'un management international de son développement, l'extérieur a toujours joué et continue à jouer un rôle important dans la création spatiale, la structuration du lien social et le développement financier en Afrique subsaharienne. En effet, par les mouvements de capitaux, les aides et les dons divers comme primes géopolitiques, la guerre froide a influencé différemment plusieurs pays dans la structuration spatiale et le domaine financier selon que le pays était neutre [non aligné] ou satellite de l'un des deux blocs. Au Cameroun par exemple, la centralisation politique que ce pays hérite de la colonisation française a structuré plusieurs de ses grandes villes en centres administratifs et commerciaux et périphéries industrielles auxquels se greffent des quartiers résidentiels contrariés aujourd'hui par des bidonvilles. Le système financier y a été longtemps d'une double inspiration, à la fois britannique moins centralisée (indirect rule) et française plus centralisée (pouvoir colonial jacobin et administration directe), pendant son statut de *mandat international* confié à la France et à l'Angleterre par la Société des Nations (SDN). Alors que sa neutralité par rapport à la guerre froide y a développé, pendant un certain temps, un libéralisme planifié. Aussi

apparaît-il nécessaire de prendre en compte le politique et l'extérieur, afin de voir comment ils ont affecté les comportements des acteurs locaux et, partant, leur conception du lien social, de l'espace et du développement financier dans chaque pays ou régions en Afrique subsaharienne. De ce fait, un événement comme la Deuxième Guerre mondiale, à laquelle cette région se trouve largement impliquée aux côtés des Alliés, ne fut pas sans effets dans son développement financier [paiement de l'effort de guerre], sa conception de l'altérité [influences sur le comportement social des africains qui y ont participé] et sur la structuration spatiale dans les zones où l'Afrique subsaharienne a servi de base d'organisation de la résistance alliée. Et c'est aussi à la fin de cette guerre que surgit la naissance des États africains indépendants, suite à la contradiction désormais criante entre la lutte des Occidentaux [qui plus est aidés par des africains] pour leur liberté pendant la guerre, et la poursuite de la colonisation oppressive, par les mêmes Occidentaux, sur les Africains.

- *Le démographique et l'environnemental*

Ils constituent aussi deux éléments structurants à intégrer dans les analyses du rôle de l'économie populaire dans la création spatiale, le développement financier et la préservation du lien social. En effet, la puissance démographique [aspect quantitatif] constitue une force géopolitique majeure dans le conflit entre vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant et vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant. Au Cameroun, par exemple, il n'est pas rare de voir des forces armées reculer face à des milliers de vendeurs à la sauvette qui refusent de libérer un espace public occupé illicitement. Cette puissance démographique de l'économie populaire en Afrique subsaharienne constitue, non seulement une force physique contre laquelle personne n'ose franchement s'attaquer, mais aussi, une force politique qui légitime l'économie populaire et entérine l'échec des politiques publiques d'encadrement de tous les citoyens. Dès lors, cet aspect quantitatif du démographique a nécessairement un impact dans la création spatiale, le développement financier [au travers du volume des transactions financières qu'il induit] et sur le lien social qu'il tisse, au travers de la mobilisation collective des acteurs locaux déclassés du système dominant, qui deviennent inévitablement un groupe de pression.

Par ailleurs, le démographique doit aussi être analysé de façon dynamique pour tenir compte des changements environnementaux, du développement financier, de la structuration spatiale [urbanisation] et du lien social entraînés par la transition démographique dans un pays ou dans une ville. Aussi est-il

important de tenir compte du fait qu'après la grande saignée humaine²⁰ du commerce triangulaire, l'Afrique subsaharienne est passée d'un taux de natalité et de mortalité élevé [à causes des grands fléaux que furent le paludisme, la variole, la tuberculose, la syphilis, la lèpre et les maladies infantiles], à une diminution de son taux de mortalité grâce aux progrès de la médecine et la vulgarisation des règles d'hygiène qui lui permettent de tripler sa masse humaine de 1950 à 1990 en passant de 200 à 600 millions d'habitants²¹. Et que l'analyse des effets de l'économie populaire dans le domaine financier, du lien social et de la création spatiale, doit intégrer la structure de la population [proportion de jeunes, de vieux, d'hommes et de femmes], et aussi la dynamique démographique [transition démographique] de chaque pays ou ville, comme élément explicatif fondamental. Il en va de même pour l'analyse des phénomènes d'exode rural et de migrations intra-nationales et internationales entre les deux économies. Il serait par exemple gênant d'étudier l'économie populaire à Kinshasa sans tenir compte de l'impact sur cette ville et son économie formelle, du fait que la population nationale atteint 30 millions en quatre décennies [1950-1990] avec un taux d'accroissement de plus de 3% depuis 1960 (Stamm, 2003). Par ailleurs, les dotations factorielles naturelles [forêts, savanes, collines, fleuves, cuvettes...] sont des paramètres environnementaux qui non seulement orientent la structuration spatiale, mais aussi les choix techniques et technologiques des acteurs qui créent des espaces. Le rôle des dotations factorielles naturelles est également d'une grande importance. En effet, une ville côtière comme la ville de Douala au Cameroun a plus vite connu la présence des explorateurs européens du 15^e siècle que la ville de Yaoundé située loin de la côte. De même, la création et la structuration de Douala au relief plat et au sol sablonneux ne sont pas les mêmes que celle de Yaoundé au relief montagneux, accidenté et au sol boueux.

- L'économique

Ici, le principal effet structurant de l'économique sur le lien social, le développement financier et la création spatiale par l'économie populaire et formelle s'effectue au travers de trois paramètres que sont les mouvements de capitaux, la technologie et le droit foncier. En ce qui concerne les mouvements de capitaux, leur impact sur le lien social, la structuration spatiale et le développement financier existent depuis la colonisation jusqu'à nos jours. En effet, c'est grâce à eux que les colons ont réalisé leurs premiers investissements en matière d'infrastructures en participant ainsi à la création

²⁰ Entre 1880 et 1920, l'Afrique a perdu entre un tiers et la moitié de sa population, les pertes les plus élevées étant enregistrées en Afrique centrale et orientale (cf. Négrologie, p. 32)

²¹ Idem.

spatiale par la construction de routes, chemins de fer, usines d'extraction et autres équipements de même nature. Et c'est contraints de travailler dans ces multiples chantiers afin de payer *l'impôt de capitation*, que de nombreux Africains de l'arrière pays, furent, pour la première fois, en contact avec les monnaies modernes. Le lien social fut inévitablement altéré par l'usage de ce nouvel instrument de liberté et de sécurité [la monnaie], qui se substituait dès lors à la communauté. Aujourd'hui, les mêmes mouvements internationaux de capitaux continuent et affectent toujours la structuration spatiale en Afrique subsaharienne par les investissements directs étrangers, le renflouement des filiales bancaires et les achats et transformations d'entreprises publiques suite aux privatisations.

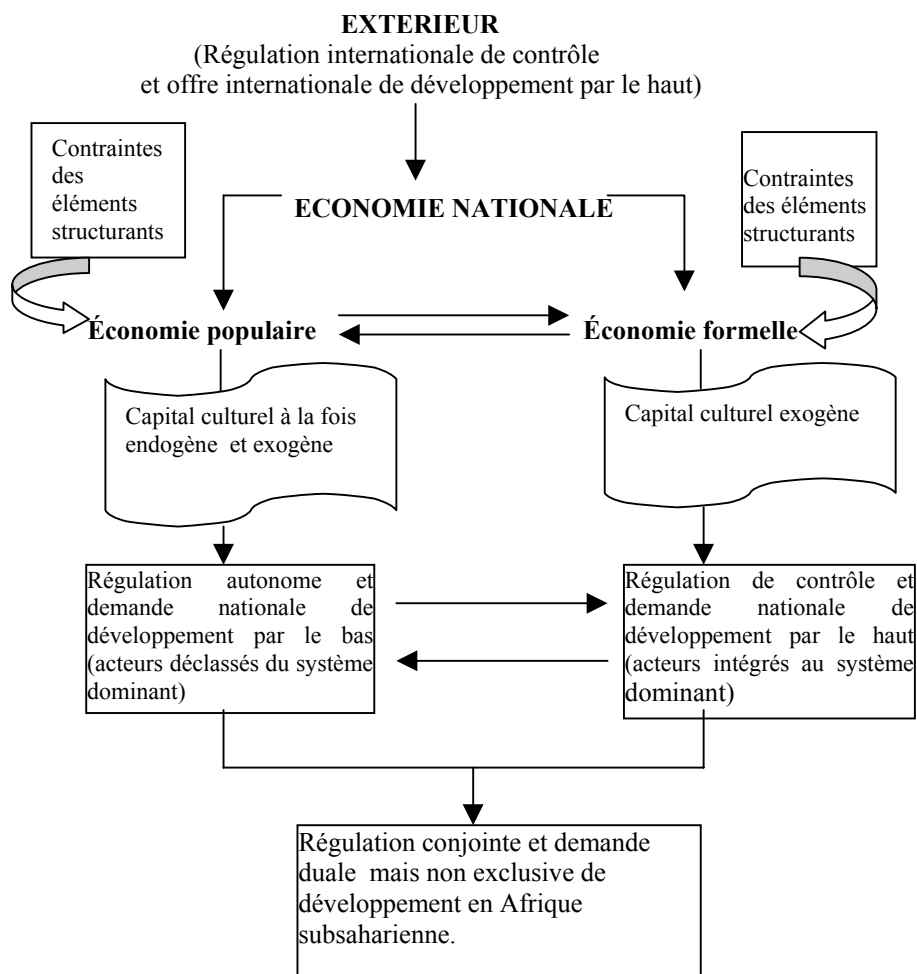
Pour ce qui est de la technologie, son impact consiste à déterminer le profil matériel et esthétique de la structuration spatiale, dans la mesure où la technologie et les matériaux locaux diffèrent de la technologie et des matériaux importés de l'Occident. Cette segmentation du profil matériel et esthétique existe dans toutes les villes d'Afrique subsaharienne, où quartiers résidentiels et bidonvilles en constituent la preuve. Par ailleurs, la même technologie, en tant que robotisation ou instrumentalisation de la raison et de la connaissance humaines faisant écran, non seulement, entre les acteurs, mais aussi entre acteurs et leur environnement, entraîne aussi une modification du lien social par un changement de la conception de l'altérité. En effet, la volonté de substituer l'homme, inhérente à la technologie occidentale, ainsi que sa conception du temps, comme stock de ressources à maximiser, altère le lien social alors que son gigantisme instrumentalise et oppresse l'environnement. Il va sans dire que le téléphone portable, par exemple, transforme le contact humain physique et réel en un contact artificiel par le fait qu'on peut maintenant joindre son frère sans aller vers lui comme d'habitude mais à distance. Il y a donc en Afrique subsaharienne, un jeu structurant parfois conflictuel entre technologies et matériaux locaux et technologies et matériaux occidentaux. Aussi, ceux qui estiment que l'introduction de la civilisation industrielle et de la technologie occidentales se limite aux domaines techniques et n'affecte pas les institutions politiques sociales, économiques et juridiques locales, n'ont qu'à répondre à la question suivante : l'industrie et les techniques occidentales peuvent-elles s'accommoder pendant longtemps de l'habitat villageois, des obligations de parenté africaines, des cadres politiques que sont les chefferies et les langues autochtones? Non, dirais-je à leur place.

Le troisième facteur par lequel l'économique intervient dans la structuration spatiale est le mode d'appropriation capitaliste de l'espace hérité de la colonisation. Si le droit foncier colonial se résumait en Afrique subsaharienne à l'interdiction stricte, faite aux indigènes par les colons, d'occuper sans autorisation une parcelle de terre, le droit foncier contemporain participe

toujours de cette interdiction d'occupation des espaces dans le secteur urbain. A la seule différence que la répression de l'administration coloniale est aujourd'hui remplacée par l'éviction des acteurs déclassés de l'espace urbain, par le caractère payant de la ville et de la citoyenneté. En effet, si pendant la période coloniale, la propriété d'une parcelle urbaine au Congo belge ne pouvait être acquise à titre privé, comme le dit Jacques Maquet dans *les civilisations noires*, aujourd'hui la même parcelle privée ne peut être acquise sans argent pour payer l'offre de logement, l'offre d'eau, d'éducation et l'offre de santé de la ville en Afrique au sud du Sahara. Le pouvoir d'achat devient ainsi un élément fondamental de la création et de la structuration spatiale dans les villes de cette région, où il constitue le préalable nécessaire d'une citoyenneté pouvant bénéficier des offres gratuites de la ville, que sont les prestations de la communauté urbaine, comme par exemple le ramassage des ordures ménagères.

A ce stade de l'analyse, on se rend compte qu'en dehors de l'histoire, du temps long et des conflits entre acteurs dominés et acteurs dominants dont le rôle dans la création spatiale, le profil du lien social et le développement financier et le lien entre les deux économies a été mis en évidence dans la première partie, les éléments structurants y jouent aussi un rôle fondamental en tant que contraintes d'action des acteurs. Aussi, le constat qui se dégage est le suivant : la création spatiale, la nature du lien social et le développement financier en Afrique subsaharienne sont fonction du capital culturel autochtone et acquis [lui-même fonction des accidents et articulations de l'histoire], tant des acteurs locaux déclassés du système dominant, que des acteurs locaux intégrés au système dominant, sous contrainte des éléments structurants que sont le politique, l'économique, le démographique, l'environnemental et l'extérieur. Nous pouvons le schématiser comme suit :

Fig. 1 : Configuration systémique possible de l'économie populaire en Afrique Subsaharienne



B) Liens entre l'économie populaire et l'économie formelle : le cas de Douala (Cameroun)

Ici, nous allons montrer la nécessité d'une analyse systémique de l'économie populaire, non dans le but de la formaliser, mais de montrer qu'il existe des liens inaliénables entre les deux économies et que la stratégie la plus subtile consiste à laisser les deux économies fonctionner conjointement, comme elles le font maintenant. De plus, la direction que prendront les deux économies et leurs interactions, dépendra de celle donnée par la recherche autonome de solutions aux besoins et problèmes des populations locales.

- Des liens inévitables

L'économie populaire et l'économie formelle présentent de multiples liens inaliénables en Afrique subsaharienne. En dehors du lien conflictuel et non exclusif qu'entretiennent déjà les deux économies, d'autres liens existent et sont d'ordre macro-structurel, méso-structurel et micro-structurel de dimension intra-nationale et internationale, et militent en faveur d'une analyse systémique de l'économie populaire et de ses effets dans cette région. Sur le plan national, les liens macro-structurels sont composés des éléments comme la Constitution de chaque pays et l'étendue territoriale de chaque pays en tant que réalités communes aux deux économies, qui finalement se déploient globalement dans un même cadre territorial physique et qui sont soumises implicitement ou explicitement à la même loi fondamentale qu'est la constitution nationale. Par ailleurs, les deux économies partagent aussi la même institution monétaire. En effet, dans chaque pays, c'est la même monnaie et parfois avec la même parité qui circule dans les deux économies en constituant ainsi un lien entre leurs activités et transactions financières. Pour ce qui est des liens méso-structurels et micro-structurels de dimension nationale entre les deux économies, ils dépendent de l'échelle territoriale de l'étude faite. Si par exemple l'étude est faite dans une ville, alors un lien méso-structurel devient par exemple le territoire urbain, alors qu'un lien micro-structurel peut, par exemple, être un même marché où les deux économies se retrouvent enchevêtrées dans les activités d'une même population nationale.

Sur le plan international les liens macro-structurels entre les deux économies sont constitués de l'impact sur les deux économies des politiques et décisions économiques internationales au travers de l'économie nationale. Les ajustements structurels imposés en Afrique subsaharienne dans les années 1980 par les institutions financières internationales étaient bien d'origine externe. Mais cela n'a pas empêché qu'ils affectent tant l'économie populaire que l'économie formelle à des degrés divers. Aussi sur le plan international, les liens méso-structurels peuvent être les interactions entre économies

mondiales et économies en Afrique au sud du Sahara, alors que des liens micro-structurels seraient des interactions entre les économies populaires et formelles des pays limitrophes. Ceci peut par exemple être le cas dans la CEMAC, des interactions entre le Cameroun, le Gabon, le Tchad, la Guinée Equatoriale et le Congo Brazzaville, pays limitrophes ayant des économies formelles et populaires en interaction les unes des autres. En fait tout dépend de l'échelle d'analyse, car un lien macro peut devenir méso ou micro quand l'échelle d'analyse s'allonge et vice versa.

- ***Un cas concret : Le réseau informel ou populaire de transporteurs en mototaxis et celui formel des taxis de ville à Douala (capitale économique du Cameroun)***

▪ **Douala avant la conférence de Berlin de 1884-1885**

La ville de Douala est la capitale économique du Cameroun, dont les habitants sont communément appelés les *Doualais* à distinguer des *Douala* les populations autochtones de la ville. Douala est en fait à l'origine du Cameroun actuel. En effet, le Cameroun tel que nous le connaissons aujourd'hui, i.e., ayant des contours et des frontières bien délimitées n'existe pas encore avant 1884. C'est sous le règne du roi Alphonse V [1435-1481] que des navigateurs au service d'un riche bourgeois de Lisbonne, nommé Gomes, atteignirent le fond du Golfe de Guinée en 1471 et découvrirent ainsi une partie du littoral du Cameroun. Ils furent frappés par le pullulement dans une rivière de la côte [le Wouri], de crustacés de couleur blanchâtre et décidèrent d'appeler cette rivière *rio dos Camarões*, rivière des crevettes devenue par corruption la *rivière Cameroun* ou le *fleuve Cameroun*. Sous l'influence espagnole, l'estuaire du Wouri fut désigné sous la forme de *Rio dos Camarones* alors qu'il devient *Cameroon* ou *Cameroons* sous l'influence anglaise au XIX^e siècle (A. Owona, 1996). Outre son acception première, le nom fut attribué à toute la contrée de part et d'autre de la rive du *fleuve Cameroun* [le pays des Camarones] et aux habitants de cette même contrée [les Camarones]. Ce même nom fut également donné à l'actuelle ville de Douala [at Camaroons], à la montagne voisine et au Cap du nord Cameroun. A ce stade, les rapports entre les explorateurs et les populations autochtones se limitent encore à des échanges de regards inquisiteurs et de cadeaux en nature entre ces blancs curieux de découvrir des zones jusque là inconnues et les indigènes curieux de voir *des hommes blancs* débarquer sur leurs terres.

▪ Douala de 1885 à 1960

Les dotations factorielles naturelles de Douala [ville côtière d'un grand fleuve navigable] et sa situation géographique lui permettent d'être très tôt en contact des premiers explorateurs européens et de bénéficier aujourd'hui de certains avantages. En effet, situé sur l'embouchure du fleuve Wouri, sur la côte ouest de l'Afrique, le long de l'Atlantique, à proximité de régions extrêmement fertiles [au pied de volcans dont le Mont Cameroun qui culmine à 4100 mètres], et très peuplée [pays Bamiléké, Pays Bamoun, Grassfields], cet espace côtier découvert par les premiers navigateurs portugais, se révéla être un point d'échanges idéal entre commerçants en provenance de la France, de l'Allemagne, du Portugal et de l'Angleterre, en liaison avec les populations locales qui assuraient le transit des marchandises et des esclaves avec le reste de la région. Ici, les premiers acteurs locaux intégrés au système dominant comme collaborateurs, sont les chefs douala répartis en quatre clans que sont le clan Bell, le Clan Akwa, le clan Déido et le clan Bonabéri, dont plusieurs quartiers de la ville portent encore aujourd'hui les noms. Douala, dont les colons jugent l'importance stratégique, s'agrandit très vite et devient officiellement une colonie allemande après la conférence de Berlin de 1884-1885. Cette première puissance coloniale assure ainsi la première réelle structuration spatiale de Douala par l'aménagement d'un port, la construction de bâtiments administratifs, de routes, de la voie ferrée et du palais des gouverneurs sans tenir compte du droit foncier autochtone. A ce titre, il est important de noter que l'administration coloniale allemande met en place cette structuration, après avoir exproprié les populations locales par l'ordonnance du 15 juin 1896 créant au Cameroun, des Terres dites de la Couronne (Recueil de lois sur l'Empire, 1888). Cette ordonnance s'appuie elle-même sur la Conférence de Berlin autorisant les puissances coloniales à mettre les colonies en valeur. Situation qui créa des conflits meurtriers entre relais locaux, considérés comme des traîtres, et les résistants aux colons [les déclassés du système dominant qui se met en place et première base d'économie populaire]. Dans le cas d'espèce, un prince local du nom de René Douala Manga Bell fut pendu pour rébellion et intelligence avec l'ennemi.

Suite à la défaite allemande lors de la première guerre mondiale, Douala passe des mains allemandes aux mains françaises et devient un port très important et assure toutes les liaisons avec l'empire colonial français en se transformant ainsi en une grande zone où affluent les migrants locaux [Bassa, Bakoko, Bafia, Banem, Bamoun, Bamiléké...] venant du reste du territoire. Par ailleurs, Douala est aussi après la seconde guerre mondiale, le fief des luttes nationalistes menée par l'Union des Populations du Cameroun [UPC] pour la revendication de l'indépendance nationale. A ce stade, le conflit intra-national oppose les chefs locaux relais des colons aux résistants nationalistes

de l'UPC alors que le conflit international oppose les colonisateurs aux populations camerounaises avides de liberté. Ce conflit s'achève avec l'indépendance nationale acquise en de 1960 alors que l'essor économique de la ville continue avec l'énorme investissement qu'entraîne la mise en œuvre du port international après 1945.

▪ Douala de 1960 à 1980

Douala, dont les atouts naturels auguraient déjà de son statut de ville économique et internationale, devient très vite prospère dans cette période au même titre que tout le pays dont l'économie a un taux de croissance moyen de 8% l'an (HRI/Core/1Add.109, 2000). Aussi, Douala devient non seulement une ville industrielle, mais aussi un aéroport international et un port international en eau profonde assurant les transactions commerciales entre le Cameroun, toute l'Afrique centrale et le reste du monde. La structuration spatiale par pôles performants, amorcée pendant la période coloniale et le développement financier y afférant continuent aussi, à tel point que la ville présente maintenant un pôle commercial au quartier Akwa, un pôle administratif au quartier Bonanjo, alors que les quartiers Bassa et Bonabéri constituent les deux grands pôles industriels. La bidonvilisation et la taudification de la ville n'épargnent aucune des périphéries de ces pôles performants, qui ont chacun un lien social particulier corrélé avec leurs activités. Le lien social est plus ferme (convivial) dans le pôle commercial et les bidonvilles que dans le pôle administratif, résidentiel et industriel où il est plus lâche et instrumental. En outre, les pôles performants traduisent encore la structuration clanique de la ville par les chefs tribaux. En effet, le préfixe "Bona" signifie en langue Douala "le fief d'un clan" et Bonanjo par exemple veut donc dire, "le fief du clan njo". Sur le plan démographique, la ville forte de sa prospérité économique est plus que jamais une pompe aspirante de jeunes, femmes et hommes adultes à la recherche d'un emploi urbain de tel sorte qu'à cette période et aujourd'hui encore, Douala compte plus d'allochtones que d'autochtones. Dans l'imaginaire collectif des populations locales, le conflit international *colons contre colonisés*, devient *pays développés contre pays sous-développés*, alors que le conflit intra-urbain se duplique. Il devient celui des acteurs *locaux déclassés du système dominant* contre les *acteurs locaux intégrés au système dominant*, qui de plus, est prospère à cette période. Puis celui des autochtones contre les allochtones, qui par la suite entraîne des conflits fonciers liés à la pression démographique entre autochtones déjà à l'étroit dans leur fief et des allochtones jugés très actifs, profiteurs et envahissants.

▪ Douala de 1980 à 2000

Au cours de cette période, les caractéristiques historiques, naturelles, politiques et économiques de Douala vont entraîner un foisonnement de facteurs responsables d'un développement sans précédent de l'économie populaire dont les bases sont déjà constituées des deux vagues de déclassés de 1885 à 1980. Concernant spécialement le réseau de transport populaire urbain de mototaxis, il faut souligner que le phénomène existait dans la ville depuis longtemps, même si ce n'était pas avec la même ampleur qu'aujourd'hui. En effet, les caractéristiques naturelles de la ville telles que son sol sablonneux, son relief plat et à peine plus haut que celui de la mer, ont toujours favorisé la circulation sur deux roues i.e., à motocyclettes et à vélos. Avec la crise économique des années 1980 qui frappe le Cameroun, en général, et particulièrement Douala, sa capitale économique, ces caractéristiques naturelles vont entraîner deux phénomènes concourant au développement du réseau populaire de mototaxis. D'abord le sol sablonneux et humide²² met à rude épreuve le goudron, dont l'entretien n'est plus assuré, suite à la crise de trésorerie de la communauté urbaine. Le réseau routier de la ville se retrouve ainsi dans un état de délabrement tel que seules les mototaxis sont capables de desservir plusieurs quartiers de la ville, dont les voies d'accès ont désormais des *trous pouvant servir de tombe à un mort*. Ensuite, la crise économique que connaît tout le pays, qui pour la première fois depuis son indépendance, connaît un taux de croissance négatif, n'épargne pas le pôle performant de ses transactions nationales et internationales que sont le port international et l'aéroport international de Douala. Leurs activités accusent désormais un ralentissement et déversent à la rue tous ceux qui y travaillaient comme cadres, tâcherons et manœuvres. Une fois encore, l'économie populaire, et particulièrement, le réseau populaire de transport en mototaxis, assurent l'offre informelle d'emploi qui réintègre ces travailleurs déclassés du système dominant en crise. Crise qui, par ailleurs, entraîne la faillite de la société camerounaise de transport urbain.

Les années 1990 sont également celles de la résurgence du caractère contestataire de Douala. En effet, jadis fief des revendications indépendantistes et nationalistes, cette ville se transforme en locomotive de la contestation du régime Biya en demandant, par un vaste mouvement de désobéissance civile factuelisé par les *villes mortes*, la tenue d'une *conférence nationale souveraine* dont le refus fut musclé et catégorique par le pouvoir en place. Douala venait ainsi de renforcer son image de ville rebelle et populaire, siège des débrouillards et parfois à la marge de la régulation de

²² La température moyenne est relativement constante tout au long de l'année : 26,3 °C de moyenne ; mais les précipitations faibles en décembre et janvier (50mm), deviennent très fortes en juillet août (presque 800mm) ! Et il pleut 232 jours dans l'année dont 29 en juillet et août.

contrôle officielle. Et ce, d'autant plus que lors de ces événements, le président camerounais déclara : “ Tant que Yaoundé [capitale politique] respire, le Cameroun vit ”. Implicitement, un autre conflit intra-national était ouvert entre Yaoundé capitale politique possédant le pouvoir institutionnel, et Douala capitale économique, possédant le pouvoir populaire.

Sur le plan démographique, la population de Douala est aujourd'hui estimée à 1,5 millions d'habitants et le gigantisme de la ville, lié à ses activités industrielles, permet toujours à celle-ci de croître à un taux de 5% l'an. La population active représente 73% de la population âgée de plus de 16 ans. Une inégalité règne entre les générations. Deux tiers des jeunes âgés de 22 ans n'ont aucun revenu professionnel et 85 % disposent de moins de 71250 FCFA par an (Séraphin, 2000). Ainsi, la migration qui était avant la crise exclusivement centripète vers Douala, s'est diversifiée. En effet, la mobilité devenant dans ce contexte un facteur d'intégration socio-économique, la ville connaît aujourd'hui une migration intra-urbaine, concernant, non seulement les acteurs locaux déclassés du système dominant et qui jugent le passage d'un quartier de la ville à un autre comme condition fondamentale de leur épanouissement social au sein d'une activité populaire, mais aussi les acteurs locaux intégrés au système dominant [fonctionnaires et travailleurs du secteur privé] à la recherche d'un logement à proximité de leur lieu de travail. La migration de retour au village se développe aussi et concerne surtout tous les autochtones qui ont perdu leurs emplois, ou ne trouvent plus d'emploi à cause de la crise économique. Ceux-là décident de rentrer au village cultiver la terre. Ce contingent est constitué de 89 % d'hommes et 79 % de femmes (Séraphin, 2000). Enfin, une migration internationale se développe aussi, car Douala devient de plus en plus la zone de transit de jeunes *Doualais* et Camerounais en partance pour l'étranger et surtout pour l'Europe considérée ici comme le lieu de la « *vie bonne* » que Douala n'a pas pu réaliser.

Au terme de cette trajectoire historique et conflictuelle, Douala est aujourd'hui une ville populaire, bouillante et au lien social chaud et parfois violent. Elle est le pôle financier le plus important du Cameroun dans la mesure où elle est le siège de la bourse des valeurs mobilières du pays et que les onze banques officielles y sont aussi représentées. Par ailleurs, ce système financier officiel coexiste avec de vastes réseaux de finance populaire [63% de la population de Douala appartient au moins à une association ou acteur collectif ayant un volet financier]. Alors qu'en ce qui concerne la structuration spatiale, elle est toujours sous l'influence des conflits entre acteurs locaux déclassés du système dominant et acteurs locaux intégrés au système dominant sous contrainte des éléments structurants endogènes et exogènes. La structuration coloniale de la ville en pôles performants se renforce aujourd'hui dans la mesure où en dehors des pôles administratifs, commerciaux et économiques, les institutions financières internationales

viennent d'allouer 210 millions d'euros pour un projet de relifting de la ville de Douala au travers des fonds PPTE (Pays Pauvres Très Endettés). Ce projet intègre l'aménagement d'un centre des affaires dans la vallée de Besseke, la rénovation du centre ville et la construction d'un habitat social et de haut standing (Jeune Afrique L'intelligent, 2003). La ville est devenue un espace instable dont les frontières sont désormais élastiques. C'est donc dans cette ville historiquement territoire économique, zone d'immigration et de lutte politiques internes et internationales que se situe le cas que nous allons analyser d'un réseau populaire de transport urbain en mototaxis. Dans la ville de Douala cohabitaient en effet après l'indépendance, deux réseaux de transport urbain dont un public assuré par la société nationale de transport urbain du Cameroun [SOTUC] et l'autre, privé, mais formel et assuré par les taxis de ville. Aujourd'hui, la société nationale de transport urbain du Cameroun a fait faillite et le transport urbain est désormais assuré par deux réseaux privés dont un formel [celui des taxis de ville de couleur jaune] et soumis au contrôle de l'administration nationale et l'autre, populaire ou informel, celui de mototaxis multicolores et échappant au mode de contrôle officiel.

Le conflit naît de la situation suivante : Douala est une ville camerounaise et donc à ce titre un espace public. Cet espace public est non seulement habitée par deux catégories d'acteurs locaux [les déclassés du système dominant et les intégrés au système dominant], mais aussi il est privatisable par ces deux catégories d'acteurs, en utilisant leurs instruments de pouvoir politique, économique, technologique et religieux. Les acteurs locaux intégrés au système dominant privatisent des espaces urbains à Douala en utilisant les éléments de pouvoir du système dominant et en suivant la réglementation mise en place par ce système. Aussi, ils réalisent deux types de création spatiale. Une création spatiale fonctionnelle à usage public [marchés, routes, trottoirs, chemin de fer, parcs, hôpitaux, écoles, centres administratifs, centre commercial etc], et une création spatiale fonctionnelle à usage privé, comme l'habitat social et résidentiel par exemple. Du côté des acteurs locaux déclassés du système dominant, la création spatiale est aussi fonctionnelle, mais entre en conflit avec celle des acteurs locaux intégrés au système dominant, dans la mesure où elle privatise les espaces publics créés par le système dominant et ses acteurs. C'est le cas du réseau populaire de transport urbain en mototaxis de la ville de Douala, qui privatisent de nombreux espaces publics nécessaires au loisir et à la mobilité des citoyens. Ainsi, il apparaît en filigrane, non seulement, un conflit entre la conception de l'espace et du bien public par les deux catégories d'acteurs, mais aussi, un conflit entre les exigences de continuité, de neutralité et de d'égalité d'un bien public et sa privatisation exclusive par le réseau de transport populaire en mototaxis de Douala. Les instruments de structuration spatiale sont aussi différents que les statuts des acteurs. Les transporteurs en mototaxis utilisent

la force populaire et sont considérés comme un réseau de débrouillards peu enclins au respect de la loi, alors que le réseau formel de taxi de ville utilise le pouvoir administratif et est considéré comme réseau privé et officiel du transport urbain.

De multiples liens existent entre les deux activités économiques. Premièrement, la Constitution camerounaise en tant que loi fondamentale autorise explicitement ou implicitement les deux activités qui se déploient sur le sol camerounais, en général, et dans la ville de Douala en particulier. Dans cette ville, le réseau formel de transport urbain en taxis de ville et le réseau populaire de transport urbain en mototaxis sont liés à partir des familles dont certains membres ont des taxis de ville alors que d'autres ont des mototaxis. Par ailleurs, ces deux réseaux utilisent, non seulement, le même territoire urbain, mais aussi partagent les mêmes stationnements, les mêmes rues, les mêmes trottoirs et la même clientèle urbaine. En effet, il est fréquent qu'un acteur local intégré au système dominant et habitant le centre ville ou une zone résidentielle, soit obligé d'emprunter une mototaxi pour aller rendre visite à une partie de sa famille localisée dans un quartier spontané ou populaire de la ville et vice versa. Aussi, les volets financiers des deux activités sont également enchevêtrés, car l'argent du secteur formel et dominant, passe ainsi de l'économie formelle à l'économie populaire, non seulement par ces mouvements réciproques d'acteurs déclassés et intégrés, mais aussi par leurs transactions financières et commerciales révélées entre les deux économies, et au travers desquelles, l'argent de la finance populaire peut se retrouver dans une institution financière formelle et vice versa. Aussi, le lien social se vit et se crée de deux façons entre les deux économies. Un chaud et horizontal i.e., convivial, peu hiérarchique et communautaire, entre acteurs de même niveau, et l'autre, plus lâche et vertical, entre acteurs de niveaux différents. Par ailleurs, la dimension spatio-temporelle et répressive de la structuration spatiale de Douala est très importante dans ce réseau. En effet, la dimension spatio-temporelle de la structuration spatiale de Douala par ce réseau provient de ce que certains quartiers de Douala étant plus actifs la nuit que le jour, le réseau de mototaxis est très mobile dans la mesure où il change fréquemment d'emplacement, suivant le moment de la journée, à la recherche de plus d'affluence, de plus de clientèle et structure ainsi différemment [qualitativement et quantitativement] la ville, selon qu'il fait jour ou nuit. Son offre de transport s'adapte ainsi plus facilement la demande. La dimension répressive de cette structuration provient de ce que ce réseau de transport populaire est parfois obligé de déguerpir de certaines zones, suite à l'intervention des forces de l'ordre. Il apparaît ainsi que le temps structure l'espace et les transactions financières de ce réseau de transport, au même titre que la mobilité populaire et l'action des forces de l'ordre. Sur le plan international, les deux activités utilisent conjointement le port et l'aéroport international de Douala pour importer leurs motocyclettes et voitures

d'Europe, alors qu'elles utilisent aussi parfois la même tarification au niveau du transport de citadins et du carburant acheté soit dans le réseau officiel, soit informel de distribution. Aussi, ce réseau d'économie populaire couvre du tout-venant des anonymes, au haut cadre de l'administration urbaine de Douala. Il fait aussi ressortir deux demandes de transport urbain et de régulation qui parfois s'enchevêtrent. Une demande de régulation de contrôle et de transport urbain par le haut et une demande de transport urbain et de régulation autonome et populaire par le bas (Reynaud, 1997).

CONCLUSION

Ceux qui connaissent bien l'Afrique subsaharienne parce que originaires de la région ou pour y avoir vécu quelques temps, savent aussi que l'économie populaire n'y est pas isolée de l'économie formelle. Même si leurs objectifs et moyens sont différents, de nombreux liens existent entre les deux formes d'économie et continuent de voir le jour suite à l'imagination autonome des acteurs guidés par l'évolution de leurs problèmes et la recherche de solutions. Notre proposition d'approche consiste non à vouloir formaliser l'économie populaire, mais à montrer non seulement l'importance de l'histoire et du temps long inhérent dans l'approche de l'économie populaire dans cette région, mais aussi les multiples liens historiques et contemporains entre les deux types d'économies dans cette région. Aussi, la dynamique conflictuelle entre acteurs dominants et dominés permet de voir comment la structuration de l'espace, du lien social et du développement financier, changent de profil suivant les avatars du profil conflictuel et d'objectifs entre acteurs en conflit intra-national et international. Ainsi, les liens et la coexistence entre les deux économies seront ce que feront d'eux les problèmes économiques et sociaux [i.e., relatifs à la socialité, à la production, à la vente, à la consommation, à l'emploi, à l'épargne, au logement, au travail et à l'investissement] des acteurs locaux et la recherche de solutions à ces problèmes par les mêmes acteurs en interaction avec l'extérieur. Autrement dit, l'économie de l'Afrique subsaharienne sera uni ou ne le sera pas. Son développement dépendra soit de l'exclusion peu probable de la culture occidentale de ses pratiques économiques, soit d'un syncrétisme symbiotique entre la culture économique occidentale et la culture économique africaine au profit des acteurs locaux déclassés du système dominant et des acteurs locaux intégrés au système dominant [cas selon nous le plus probable d'après les migrations réciproques entre les deux systèmes et les forces et pesanteurs locales et externes].

Conscients du fait que nul ne peut changer l'histoire de l'Afrique subsaharienne, nous croyons que seuls les acteurs institutionnels et non institutionnels de cette région peuvent utiliser cette histoire comme stock

d'informations et en faire un paramètre de changement de leur avenir par une modification de leurs comportements et une meilleure prédiction de ceux du reste du monde à leur égard. Ceci dit, l'Afrique subsaharienne est à cause de son histoire, une construction politique inévitablement interculturelle. C'est de cette inter-culturalité déséquilibrée au profit de la culture occidentale, que naissent d'une part un système politique, économique et social dominant venant de l'extérieur et d'autre part, un système politique, économique et social dominé basé sur une culture interne déclassée par la prédation capitaliste des colonisateurs. Aussi, tout au long de sa trajectoire historique, il en résulte des vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant dont les activités économiques constituent aujourd'hui les multiples strates de l'économie populaire, et des vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant dont les activités économiques constituent l'économie formelle. D'où une demande duale de régulation et de développement dans plusieurs domaines même si, par la main bien visible des acteurs locaux et une certaine irréversibilité culturelle locale, des passerelles ne cessent de naître entre les deux types d'économies. Par conséquent, fort de ce constat, et au rôle fondamental des éléments structurants et de pouvoir géopolitique que nous avons précisé, nous avons montré que l'économie populaire en Afrique subsaharienne est non seulement une appropriation culturelle de l'économie par les acteurs locaux déclassés du système dominant comme le montre la première vague d'acteurs déclassés de la période 1880-1960, mais aussi un symptôme des carences internes et ajustements conjoncturels du système capitaliste dominant comme le prouve les vagues d'acteurs locaux déclassés de 1960 à 2000. De ce fait, cette économie populaire n'est pas identique à elle-même. Elle évolue et montre plusieurs interdépendances avec l'économie formelle comme le prouve notre exemple sur le réseau populaire de transport urbain en mototaxis, dans la ville de Douala au Cameroun. Ainsi, la création spatiale, la structuration du lien social et le développement financier par l'économie populaire et l'économie formelle en Afrique subsaharienne, sont fonction respectivement du capital culturel endogène [représenté par la vague d'acteurs locaux déclassés du système dominant de 1880 à 1960] et du capital culturel acquis ou culture occidentale, des acteurs locaux [représenté par les vagues d'acteurs locaux déclassés du système dominant de 1960 à 2000 et par les vagues d'acteurs locaux intégrés au système dominant de 1880 à 2000], sous contrainte des différents éléments structurants et de pouvoir géopolitique.

Avec cette approche néo-braudelienne et systémique, nous croyons avoir contribué au reclassement du savoir endogène et populaire dans l'analyse économique de l'Afrique subsaharienne sans renoncer à certains effets positifs de ses acquis culturels occidentaux en matière économique. Ce dernier point est extrêmement important car il existe un danger à vouloir orienter exclusivement l'Afrique subsaharienne vers des pratiques populaires

qui ont certes leur place et importance, mais peuvent en leur état actuel, faire courir le risque à cette région, de voir passer impuissante [si ce n'est déjà le cas dans plusieurs pays], des acteurs dominants internes et externes exploitant ses matières premières avec leur puissant capital alors qu'elle (l'économie populaire), restera confinée dans des activités populaires peu capitalistiques et incapables de le faire. Aussi, le syncrétisme entre les valeurs du système dominé [économie populaire africaine] et celles du système dominant [économie formelle occidentale], nous semble plus prometteur pour le développement de l'Afrique, si cette région ne veut pas courir le risque d'une part d'être phagocytée par le projet transculturel du capitalisme occidental, et d'autre part, d'être spectatrice devant l'exploitation de ses matières premières par les occidentaux et leur capital transnational. En effet, je me pose par exemple la question de savoir comment l'Afrique subsaharienne peut exploiter son pétrole avec l'économie populaire si elle laisse tomber l'économie formelle ? Est-ce que l'État africain ne perd pas dans cette activité une grande part de ses recettes fiscales nécessaires au financement du développement ? Le défi futur de l'économie populaire est donc son organisation macroéconomique, sa transformation instrumentale et sa diversification objective en interaction avec l'économie formelle et les éléments structurants. Aussi, pour éviter de réhabiliter l'hypothèse de révolution industrielle par des analyses exclusives de l'économie populaire et qui l'enjolivent en ignorant ses possibles externalités négatives sur le développement, cette approche néo-braudelienne et systémique de l'économie populaire et de ses effets a selon nous, le mérite de montrer comment en longue période, l'Afrique subsaharienne déjà à son corps défendant au quatrième niveau de Braudel pendant la période coloniale, reclasse et remet en selle son savoir populaire et endogène sans pour autant nier ses acquis culturels occidentaux en matière économique pour la construction de sa base matérielle et spirituelle contemporaine liée à sa trajectoire historique. La même approche suggère ainsi de passer des termes péjoratifs et antinomiques *d'économie formelle* et *informelle*, à ceux plus expressifs de l'histoire de cette région que sont respectivement *l'économie dominante* [activités économiques des acteurs locaux intégrés au système dominant] et *d'économie dominée* [activités économiques des acteurs locaux déclassés du système dominant]. N'en déplaise aux partisans de la fin de l'histoire (Fukuyama, 1992), l'Afrique subsaharienne n'est pas encore au terme de la sienne. Les conflits d'acteurs et systémiques de dimension intranationale et internationale continuent dans cette région et influencent les avatars de ses organisations sociales, politiques et économiques. De ce fait, le rêve d'un développement sans conflits actuellement caressé par les institutions économiques internationales au travers des programmes consensuels et fédérateurs comme la lutte contre la pauvreté (Lapeyre, 2002), est loin d'y être vécu.

BIBLIOGRAPHIE

AMOUGOU (J.P.T.), 2001, “l'eau bien public, bien privé : L'Etat, les communautés locales et les multinationales”, *Alternative Sud, l'eau patrimoine commun de l'humanité*, vol. VIII, L'Harmattan, pp.147-170.

AMOUGOU (J.P.T.), 2002, “Stratégies d'acteurs et dynamique de l'endettement du tiers-monde”, *Alternative Sud, Raisons et déraisons de la dette*, vol. IX, L'Harmattan, pp.55-82

AMOUGOU (J.P.T.), 2003, “Pétrole et développement en Afrique subsaharienne”, *Alternative Sud, Économie et géopolitique du pétrole*, Vol.X, n°2, pp.115-131

ANDRIAMANINDRISOA (E.), 2004, *Économie populaire, territoires et développement : Dimensions historiques, économiques et socioculturelles du Fokolona*, UCL, Presses Universitaire de Louvain

BONNEVILLE (M.), 1994, “L'internationalisation des villes”, *Revue d'économie régionale et urbaine*, n°2. pp.6-10

BOYER (R.), 2004, *Théorie de la régulation : Les fondamentaux*, Paris, La Découverte

BOYER (R.), 1986, *Théorie de la régulation. Une analyse critique*, Paris, La Découverte

BRAUDEL (F.), 1988, *La dynamique du Capitalisme*, Paris, Flammarion, coll. “champs”

BRAUDEL (F.), 1969, *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion

BRAUDEL (F.), 1950, « Pour une économie historique », *Revue économique*, n°1, pp.37-44

BRAUDEL (F.), 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Tome 1, collection livre de poche, Paris, Armand Colin.

CESAIRE (A.), 1963, *La tragédie du roi Christophe*, Paris, Présence africaine.

D'ALMEIDA-TOPOR (H.), 1999, *L'Afrique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin.

DAVEZIES (L.), 1995, " Les théories économiques de la ville ", *Problèmes économiques* n°2.418, pp. 15-23

Document de base faisant partie intégrante des rapports présentés par les États parties : Cameroun 06/2000. HRI/CORE/1/Add.109.

DUBRESSON (A.), 1999, " Les grandes villes africaines ", Conférence universitaire présentée au C.R.D.P. de Rouen, Mont-Saint-Aignan le mercredi 20 janvier 1999.

ELA (J-M.), 2001, *Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

FUKUYAMA (F.), 1992, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.

GUIGOT (A.), 2002, *Marx face à l'histoire*, Les essentiels de Milan.

LAURENT (P.J.), 2003, *Les pentecôtistes du Burkina-Faso : mariage, pouvoir et guérison*, Paris, Khartala et IRD

LAPEYRE (F.), 2002, " Le rêve d'un développement sans conflit ", *Les mots du pouvoir sens et non-sens de la rhétorique internationale* (sous la direction de Gilbert Rist), Nouveaux Cahiers de l'IUED, Puf, pp.101-118.

LATOUCHE (S.), 1989, *L'occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte.

LEIMDORFER (F.), 1999, " Enjeux et imaginaire de l'espace public à Abidjan ", *Politique africaine*, n°74, pp.51-75

LOTIER (B.), 2004, *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte

MAQUET (J.), 1962, *Les civilisations noires : histoire/techniques/arts/sociétés*, Paris, Horizons.

MONTULET (B.), 1998, *Les enjeux spatio-temporels du social*, Paris, L'Harmattan.

NGOGANG (S.), 2001, “ Faire face aux conflits d’intérêts économiques dans un monde d’interdépendance ”, *Afrique et développement*, Vol. XXVI, n° 3 et 4, pp.89-116.

NORTH (D.C.), 1990, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.

OWONA (A.), 1996, *La Naissance du Cameroun 1884-1914*, Paris, L’Harmattan.

PEEMANS (J.Ph.), 1993, *Population and Environment: a short presentation of studies made inside SPED Department and CIDEP* (Louvain-La-Neuve) 1991-1993, CICRED-Luxemburg 1993 Meeting.

PEEMANS (J.Ph.), 2004, « Développement, identités culturelles, villes et territoires : quelques aspects Nord-Sud », *Développement territoriale et mutations culturelles* (coordonné par Bernard Declève et Dominique Hibo), Louvain (U.C.L), Presses Universitaires de Louvain, pp.27-46

Recueil de Lois sur l’Empire, 1888, p.75

REYNAUD (J.-D.), 1997, *Les règles du jeu. L’action collective et la régulation sociale*, Paris, Arman Colin.

ROSTOW (W.W.), 1960, *The stage of Economic Growth: A non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press.

SERAPHIN (G.), 2000, *Vivre à Douala. L’imaginaire et l’action dans une ville africaine en crise*, Paris, l’Harmattan.

SERVET (J.M.), 2000, “ La monnaie est un fait social total ”, Paris, *Alternatives Économiques*, n°45, pp.2-3

SMITH (S.), 2003, *Négrologie : pourquoi l’Afrique meurt*, France, Camann-Lévy.

STAMM (A.), 2003, *L’Afrique de la colonisation à l’indépendance*, collection Que sais-je ? Paris, Puf.

WESSELING (H.), 1991, *Le Partage de l’Afrique*, France, Denoël.

RESUME

L'économie populaire (informelle) se forme et se déforme suivant nos regards. On y voit tantôt des organisations en voie de disparition, tantôt des clichés de la confrontation Nord-Sud, ou alors des alternatives de développement se traduisant au travers, par exemple, d'un développement financier, d'une structuration (création) spatiale et d'une préservation du lien social différentes de celles qu'entraînent l'économie capitaliste occidentale. Aussi, le concept d'économie populaire (informelle), reste controversé. Ce manque de consensus dans la conception et la définition du phénomène provient du fait qu'en dehors de la connotation péjorative liée à cette dichotomie conceptuelle, on distingue aussi deux catégories d'approches de l'économie populaire (informelle) inhérentes elles-mêmes à deux catégories de chercheurs. La première catégorie souhaite mettre en évidence des pratiques volontairement occultées par l'entrepreneur, et désigne alors, par des qualificatifs à fortes connotations négatives, des activités partiellement ou totalement illégales. Alors que la deuxième, tout en s'attachant comme la première au comportement des acteurs, délaisse la vision juridique au profit d'une vision socio-économique et se confine à l'étude des organisations sociales, des réseaux de solidarité et des spécificités culturelles, et ceci de façon statique et a-historique. Par ailleurs, une grande étanchéité apparaît entre l'économie formelle et l'économie populaire dans les deux types d'analyses. De ce fait, plusieurs approches socio-économiques pensent que l'économie populaire est une réalité stable (achevée) et concerne uniquement les pratiques économiques des acteurs solidaires, très connectés socialement, confinés au local et usant des pratiques de dons/contre dons et de réciprocité. Alors que l'économie formelle ne regrouperait que les activités économiques des acteurs déconnectés socialement, opportunistes portés vers l'accumulation personnelle et plus ouverts à l'extérieur. Le présent texte a pour but de montrer que les visions précédentes, quoiqu'elles puissent convenir à certains pays du Sud, ne peuvent être transposables et valables dans ceux de l'Afrique subsaharienne, où nous montrons que les deux économies sont non seulement en mutation permanente dans un conflit non exclusif, mais aussi en interaction permanente, d'une part, entre elles et, d'autre part, entre elles et l'extérieur, en donnant ainsi lieu à des empilements et enchevêtrements de normes et valeurs locales et externes, traditionnelles et modernes. Fort de ce constat, nous arrivons ensuite par une approche néo-braudelienne et systémique, aux résultats suivants : l'économie populaire présente un aspect évolutif, elle est le résultat d'un conflit systémique et possède un avantage comparatif de séniorité sur l'économie formelle en Afrique subsaharienne. Les conflits diachroniques et synchroniques (de dimension intra-nationale et internationale) entre acteurs dominants et acteurs dominés avec leurs instruments de pouvoir politiques, économiques, technologiques et religieux, sont omniprésents et déterminants

dans la structuration spatiale, la préservation du lien social et le développement financier en Afrique subsaharienne. Ils y créent une demande duale et non exclusive de développement et de régulation. La base matérielle de l'économie populaire est constituée, non seulement des irréversibilités culturelles des populations autochtones, mais aussi, des acquis culturels du capitalisme occidental. Ainsi, la structuration spatiale, la nature du lien social et le développement financier en Afrique subsaharienne sont fonction du capital culturel autochtone et acquis (lui-même fonction des accidents et articulations de l'histoire), tant des acteurs locaux intégrés au système dominant, que des acteurs locaux déclassés du système dominant, sous contraintes des éléments structurants que sont le politique, l'économique, le démographique, l'environnemental et l'extérieur. Il en résulte que les concepts d'économie dominante et d'économie dominée semblent plus appropriés pour désigner l'économie informelle (populaire) et formelle en Afrique subsaharienne, dans la mesure où ils sont plus expressifs de leur origine, de leur nature, ainsi que de l'histoire de cette région.

Mots clés : économie populaire, économie formelle, système, structuration (création) spatiale, lien social, développement financier, capital culturel, acteurs dominants et acteurs dominés, Afrique subsaharienne, conflit